

Où sommes-nous? À N'Djili Aéroport

Rien dans la vie n'est impossible. Tout est possible à qui se faire montre

de volonté et de détermination. Cas de N'Djili Aéroport qui change d'image à vue d'œil. Le 31

mars, le Conseil d'Administration de la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme, RVA-SA, s'y est

rendu pour une énième inspection. Rien à voir avec les images d'antan. La mission de certification

de l'OACI y a joué son rôle. Reste que désormais l'aéroport n'est plus ce qu'il était hier. *Pages 11 à 12.*

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1661 | Mardi 7 avril 2026 | 20 pages €7 \$8

Le Congo célèbre ses Léopards

Il a fallu attendre 52 ans pour que notre pays se remette sur le toit du monde de football en retrouvant la finale de la Coupe du monde. Il a fallu nul doute l'amour pour ce sport qui draine des foules comme nul autre dans le monde et l'engagement

discontinu que lui porte Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo pour que le Congo y arrive. Pour avoir battu les Raggae Boys de la Jamaïque sur le score étonnant de 1-0, l'unique réalisation de la rencontre à la 100ème minute, signée Axel Tuanzebe, quand les deux équipes disputaient les prolongations après un

score vierge au temps réglementaire, cela fait des Léopards des héros nationaux. Du coup, le pays peut se mettre à rêver. Rien, dans la vie n'est impossible en effet. Tout est possible à qui a la volonté et la détermination et plus encore dans le sport. Si lors de son unique participation à la Coupe du

monde qui remonte à 1974 comme premier pays au Sud du Sahara à se hisser à ce niveau, l'image laissée fut déplorable, le Congo sous la dynamique et l'impulsion de son Président peut se permettre de rêver grand même si, dimanche 5 avril, à la réception officielle retransmise en direct sur les télévisions, depuis

la Cité de l'OUA, le Président n'a pas voulu faire une demande intransigeante. Le 3 avril 2026 au Conseil des ministres, « le président de la République a engagé le gouvernement à se mobiliser afin de réunir toutes les conditions nécessaires à une préparation optimale des Léopards ». *Page 2.*

Au IIIème Forum Économique Congo-Angola, Mukoko et Massano optent de passer de la parole aux actes

Dans son discours d'ouverture du IIIème Forum Économique Congo-Angola organisé à Kinshasa

aux 5 étoiles Golden Tulip Kin-Oasis, la Première ministre Judith Suminwa Tuluka qui présidait la cérémonie au nom du Président de la République, a sonné le tocsin.

Les deux ministres congolais et angolais, Daniel Mukoko Samba et José de Lima Massano au centre de l'événement, ont compris le message délivré. Comment deux pays aussi

proches géographiquement - avec une frontière commune terrestre de 2.511 kms - et donc culturellement n'ont de regard tourné que vers les pays colonisateurs ? Très vite,

les deux ministres se sont mis d'accord. «Le temps des discours est révolu ; et nous devons commencer à agir», a tonné Mukoko Samba à la clôture du Forum. *Pages 7 à 10.*

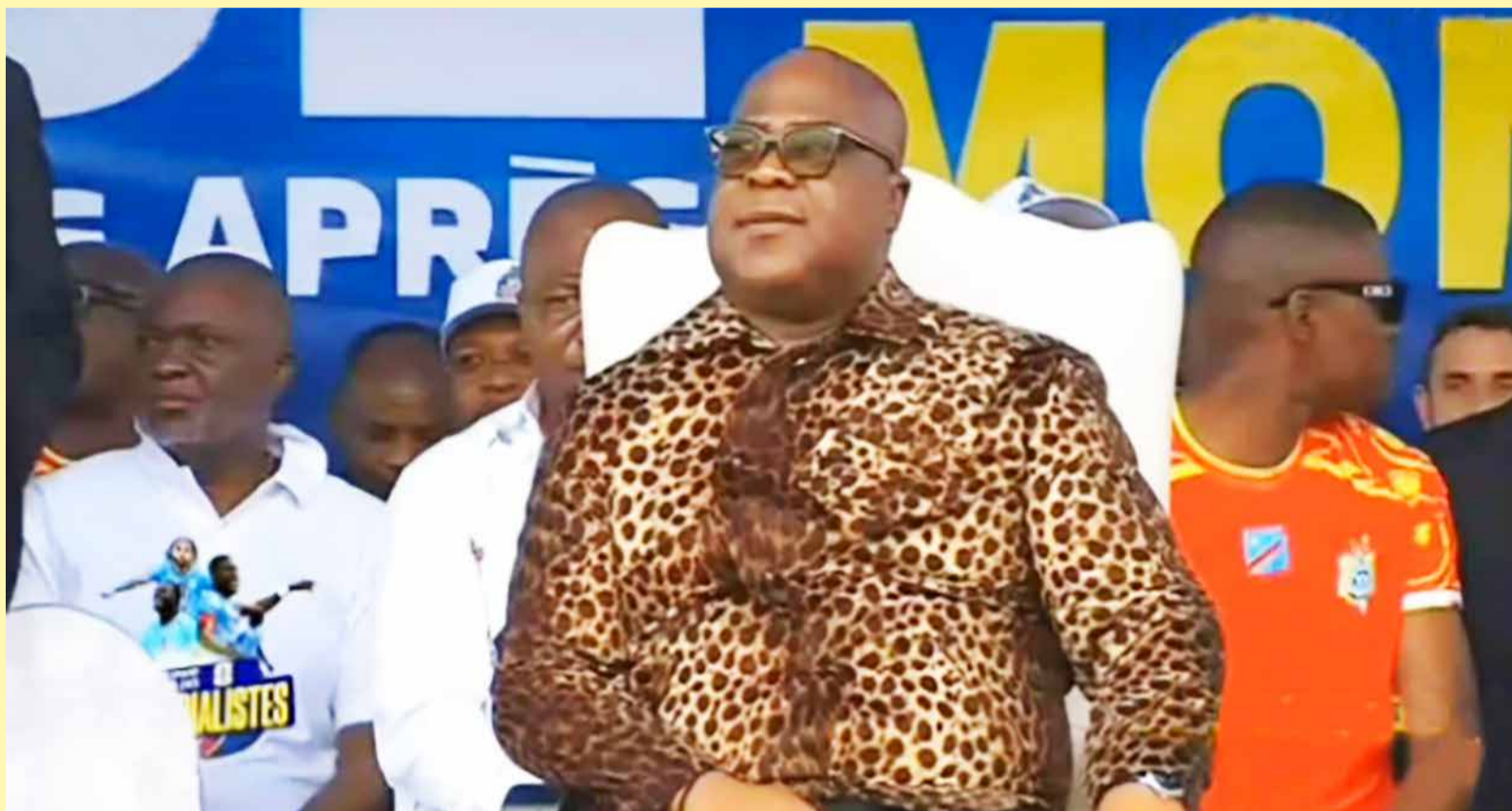


Le Congo célèbre ses Léopards qu'il veut voir aller plus loin encore

Debout face aux Léopards à peine sortis dimanche 5 avril de l'avion qui les ramenait de la finale du barrage intercontinental disputée au stade de Guadalajara, au Mexique, contre les Raggae Boys, l'équipe de la Jamaïque, dans une salle pleine de personnalités de l'État congolais - présidents des Assemblées, Première ministre, présidents des partis politiques - le Président de la République a eu les mots justes.

Le Congo ne peut exiger aux Léopards de ramener au pays la Coupe du monde, mais en l'espèce, il peut rêver de tout, a déclaré le Chef de l'État debout aux côtés de son épouse, Denise Nyakeru Tshisekedi, lors de la réception officielle à la Cité de l'OUA, en assurant les joueurs et leur coach, le Français Sébastien Desabre, de toute sa reconnaissance et de celle du peuple congolais pour cette victoire qui ramène le Congo à la Coupe du monde, promettant qu'il sera présent au premier match aux États-Unis contre le Portugal.

«OH ! MON DIEU !»
« Le prochain match ce sera contre le Portugal. Je crois que vous n'êtes pas impressionnés du tout. Il s'agit des joueurs que vous avez rencontrés et que vous croisez sur les pelouses d'Europe ou d'ailleurs. N'avez aucune crainte. Est-ce que vous savez que nous sommes la seule équipe à n'avoir pas perdu contre les Champions d'Afrique ? Ensemble, nous allons aller vers d'autres exploits. (Contrairement aux Léopards d'hier, ndlr.), nos Léopards sont pris en charge de bout en bout. Vous avez l'obligation de faire bonne figure. Nous allons pas être exigeants. On ne va pas vous demander de nous ramener la Coupe du monde. Mais, si vous le faites... Oh ! Mon Dieu ! Ce sera plus qu'un cadeau ». C'est une foule impressionnante de Kinois, amoureux du ballon rond, qui a accompagné les Léopards à bord d'un long véhicule depuis l'Aéroport de N'Djili jusqu'au Palais du Peuple, commune de Lingwala, où le Gouvernement a aménagé une esplanade en vue



Ci-haut, Félix Tshisekedi au Palais du Peuple. Ci-bas, les Congolais en liesse à Guadalajara. DR.



de permettre à la population de venir leur rendre hommage, certains marchant à pied, d'autres en véhicule, sur une trentaine de kilomètres, créant une procession spontanée à travers plusieurs artères de la capitale. Chants d'allégresse, danses et scènes de liesse populaire ont marqué l'arrivée de ces « héros nationaux ».

En l'absence du Président de la République, en visite au Qatar, la Première ministre Judith Suminwa Tuluka a présidé le 3 avril 2026 la réunion du Conseil des ministres, et donné lecture de la communication présidentielle, enjoignant le gouvernement de se mobiliser afin de réunir toutes les conditions nécessaires pour une préparation optimale des Léopards. «Le président de la République a engagé le gouvernement à se mobiliser afin de réunir toutes les conditions nécessaires à une préparation optimale des Léopards. Les ministres des Sports et Loisirs sont instruits d'élaborer et de soumettre dans les meilleurs délais un plan stratégique et holistique de préparation de l'équipe nationale, couvrant notamment : les aspects techniques, logistiques, médicaux, organisationnels et psychologiques». Le Vice-premier ministre en charge du Budget et le ministre des Finances, sont instruits de démarrer en alerte afin de répondre avec diligence à toute sollicitation pécuniaire dûment justifiée et conforme aux exigences de cette préparation nationale.

Le Président a également souligné qu'« il suivra personnellement l'évolution de ces dossiers qui revêtent une importance particulière pour l'unité, la fierté et le rayonnement international de notre pays. Un rapport de valorisation et de suivi est à présenter chaque vendredi au Conseil des ministres ».

Le Président avait promis de « leur donner tout » en cas de victoire face à la Jamaïque. Le 5 avril dans la soirée, chacun a disposé d'un véhicule de marque Toyota (Fortuner, Land Cruiser GX.RT Twin Turbo, Land Cruiser VX. R Full Options ou d'un Nissan Patrol SUV V6 Biturbo 3,5L millésime 2025), tout zéro kilomètres.

D. DADEI ■

Les deux capitales les plus rapprochées au monde renforcent leurs liens sécuritaires

Des questions internationales, régionales et la sécurité étaient au centre d'une visite de travail qui a réuni samedi 4 et dimanche 5 avril à Kinshasa, le vice-Premier ministre en charge de la Défense Me Guy Kabombo Muadianvita et son homologue de la République brazzavilloise

Charles Richard Mondjo.
«Nos échanges d'aujourd'hui s'inscrivent dans la continuité de la visite que j'ai effectuée à Brazzaville au mois de février dernier. J'ai pu mesurer la profondeur de nos convergences et le potentiel de notre coopération militaire bilatérale. Elle montre que notre dialogue n'est ni circonstancielle, ni protocolaire, mais plutôt politique, stratégique et fraternel», déclaré le vice-

premier ministre Me Guy Kabombo Muadianvita. Il a salué la convergence de vues entre les deux pays au sein des cadres multilatéraux africains et sous régionaux, dans un contexte sécuritaire marqué par des menaces diffuses, transfrontalières. «Cette convergence n'est pas un luxe, elle est une nécessité stratégique», s'est exprimé Guy Kabombo Muadianvita, qui a souligné que le retour d'une paix durable dans

la partie orientale du Congo demeure une priorité vitale, tout en appréciant la compréhension, l'écoute et l'attitude responsable de la des dirigeants brazzavillois sur cette question. «Au sujet de notre sécurité commune, le fleuve Congo ne doit jamais être perçu comme une frontière de méfiance, mais comme un trait d'union, de responsabilité partagée et coopération», a déclaré le vice-Premier ministre, ajoutant

que les frontières fluviales, terrestres et maritimes appellent une gestion concertée, apaisée et professionnelle. Quant à la coopération militaire bilatérale, Guy Kabombo Muadianvita a salué le fait qu'elle existe et devra être ravivée, notamment à travers le renforcement des échanges entre nos Forces armées respectives, la poursuite dans la coopération en matière de formation militaire; le renseignement, justice militaire et les échanges

d'expériences. Le ministre de la Défense nationale de la République brazzavilloise a précisé que son pays est prêt pour le renforcement de la coopération en matière de formation militaire dans un esprit de réciprocité et de partage d'expertise, restant convaincu que la qualité des ressources humaines constitue le socle de toute défense crédible et efficace. Au regard de l'ensemble de ces enjeux, il revient aux deux pays, en tant

qu'acteurs, d'envisager une mise en œuvre de la vision de nos Chefs d'État, de franchir une nouvelle étape. Une étape marquée par des actions concrètes, coordonnées et visibles en organisant des visites conjointes des Chefs d'État-Major de nos deux forces armées, des missions conjointes des Chefs d'État-major des forces navales ainsi que des échanges entre les responsables de nos écoles militaires. **D. DADEI**

Tshisekedi s'est rendu à Doha

Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo était à Doha, capitale du Qatar mercredi 1er avril 2026 où il a rencontré l'Émir de l'État du Qatar, Cheikh Tamim bin Hamad Al Thani.



Félix Tshisekedi et Cheikh Tamim bin Hamad Al Thani le 2 avril 2026 à Doha. DR.

Une visite de solidarité dans le contexte de la crise du Moyen-Orient, notamment les frappes iraniennes contre le Qatar et plusieurs États de la région, a communiqué l'ambassade de la RDC à Doha. «À l'occasion de leur entretien tenu ce jeudi 2 avril 2026 à Doha, le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo et Son Altesse Cheikh Tamim bin Hamad Al Thani, Émir de l'État du Qatar, ont évoqué les évolutions régionales et internationales, en particulier la situation au Moyen-Orient, notamment l'agression iranienne contre le Qatar et plusieurs États de la région», confirme une publication de la présidence congolaise parue sur le compte officiel Facebook La Présidence RDC. «Témoignant de la solidarité du peuple congolais à l'égard du peuple qatari, le Président de la République a réaffirmé l'attachement de la République démocratique du Congo au respect du droit international et des principes de la Charte des Nations Unies, en particulier le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale

du Qatar. Les deux dirigeants ont également partagé leur préoccupation face à la dégradation de la situation sécuritaire dans l'Est de la République démocratique du Congo. À cet effet, le Président de la République a réaffirmé la pleine adhésion de la République démocratique du Congo aux efforts de médiation entrepris par le Qatar, destinés à instaurer une paix régionale durable», conclut le texte.

Suminwa se lance dans la recherche des carburants
Le gouvernement congolais a réaffirmé son engagement à garantir la disponibilité des produits pétroliers sur l'ensemble du territoire national, malgré les tensions qui secouent le marché mondial. Réunis autour de la Première ministre, Cheffe du Gouvernement, Mme Judith Suminwa Tuluka, lors d'une réunion tenue jeudi 2 avril 2026, à Kinshasa, les ministres ont pris des mesures pour

sécuriser l'approvisionnement et protéger la stabilité des marchés intérieurs. Il s'agit certainement de passer un accord/des accords avec un/des pays producteurs de pétrole. **CONTRATS AVEC DES PRODUCTEURS.** Lors de cette réunion, le vice-Premier ministre en charge de l'Économie nationale, Daniel Mukoko Samba et la ministre d'État aux Hydrocarbures, Acacia Bاندوبولا, ont évalué l'impact des perturbations internationales, celles liées aux tensions dans le

Golfe persique et à la hausse mondiale des prix des carburants. « Nous devons prendre toutes les dispositions pour que non seulement le pays continue de recevoir les produits pétroliers dont nous avons besoin, mais également que nous puissions prendre toutes les mesures nécessaires de manière à ce que la disponibilité de ces produits pétroliers soit pérenne », a déclaré Daniel Mukoko Samba à l'issue de la rencontre. Pour l'atteinte de cet objectif, le Gouvernement mise sur la sécurisation des

Kinshasa va accueillir des migrants expulsés des États-Unis

Un accord du type Rwanda-Royaume Uni dans le cadre du transfert de personnes migrées illégalement au Royaume Uni qui prévoyait de faire gagner à Kigali des millions de \$US mais depuis résilié par Londres a-t-il été signé entre Washington et Kinshasa?

ont été retenus dans la ville-province de Kinshasa, afin de garantir un suivi administratif, sécuritaire et humanitaire efficace », poursuit le communiqué. Le communiqué précise que cet accueil sera temporaire, que chaque cas sera analysé individuellement. « Ce séjour n'a pas vocation à se transformer en mécanisme d'installation durable sur le territoire national. Aucun transfert automatique n'est prévu et chaque situation fera l'objet d'un examen individuel, conformément aux lois de la République et aux exigences de sécurité nationale », ajoute le communiqué. Un accord du type Rwanda-Royaume Uni qui prévoyait de faire gagner à Kigali des millions de \$US mais depuis résilié par Londres a-t-il été signé entre Washington et Kinshasa? L'on note que les discussions sur cette question étaient à ce jour discrètes. Les deux pays sont engagés depuis plusieurs mois dans un processus diplomatico-économique visant notamment le rétablissement de la paix dans l'est du Congo et le renforcement des investissements américains dans la sous-région. **D. DADEI**

Un communiqué officiel du ministère de la Communication et Médias diffusé dimanche 5 avril précise que l'organisation logistique de cet accueil est entièrement prise en charge par les États-Unis. « La prise en charge logistique et technique du dispositif sera assurée par le gouvernement américain, à travers des structures spécialisées dans les mouvements de personnes à travers le monde. Aucune charge financière ne sera supportée par le Trésor public de la République démocratique du Congo », indique le communiqué. Pour des raisons de suivi administratif, ces personnes seront accueillies exclusivement à Kinshasa. « Les sites destinés à accueillir les personnes concernées

Malgré ses défis majeurs, le Kwilu a reçu la conférence des gouverneurs

La XIII^{ème} Conférence des Gouverneurs des 26 provinces du Congo élargie comme d'habitude aux présidents des Assemblées provinciales, convoquée à Bandundu Ville, anciennement Banningville, capitale de la province du Kwilu, a fini par se tenir malgré les problèmes infrastructurels récurrents qui marquent l'espace territorial. Tels l'accès d'une ville enclavée, aux confluent de trois rivières - le Kwilu, le Kwango et le Kasai -, l'état des pistes des aéroports (Bandundu Ville (Basoko) et Kikwit (Nzinda), la grande ville de la province, qui ne reçoivent pas d'avions ou ne reçoivent que des « avions de brousse », l'absence d'hôtels susceptibles de loger dans des conditions acceptables.

Placé sous le thème « la transformation du secteur agricole, pastoral et halieutique : développement rural et connexion aux marchés urbains », l'événement s'était buté notamment à ces défis au point de faire douter sa tenue dans la Kwilu quand d'autres hypothèses faisaient jour, une délocalisation voire une annulation.

C'est la volonté et la détermination du président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo qui ont permis à cette conférence de se tenir quoique, chaque jour qui passait, les réseaux sociaux l'obscurcissaient invoquant l'insécurité et le risque d'assassinat du fait de la présence de la milice Mobondo qui a fait, depuis 2022, plus de 5.000 morts et 280.000 personnes déplacées, dans l'espace Grand Bandundu (Kwilu, Kwango, Maï Ndombe). Des officiels s'étaient trouvés une semaine avant à Bandundu et Kikwit, les deux grandes villes du Kwilu. Le Chef de l'État y a passé quatre jours.

Après son arrivée le 24 mars à Bandundu Ville aux heures de 15:00', où une immense foule en liesse s'était regroupée à l'aéroport depuis le matin, le président s'est envolé le lendemain pour Kikwit, y a passé la nuit, est revenu à Bandundu



À Bandundu, photo de famille des Gouverneurs avec le Chef de l'État et le VPM Intérieur Jacquemain Shabani Lukoo. DR.

un jour après pour poursuivre et clôturer le 27 mars la Conférence. Il y a rencontré des chefs coutumiers, des députés provinciaux, a visité le port délaissé de la ville, a présidé comme de coutume un Conseil des ministres. À Kikwit, accueilli par la maire intérimaire de la ville, Charlotte Lula Musuy et une autre foule mobilisée en liesse, il a inauguré le nouveau bâtiment de la Cour militaire et du Tribunal militaire de garnison et de l'auditorium militaire supérieur. Des infrastructures qui remplacent des installations devenues obsolètes qui dataient de 1954.

REDONNER VIE AU SECTEUR AGRICOLE.

Il s'est rendu à la sous-station de Kakobola, à Kikwit où il a démarré, sous les acclamations d'une population qui attendait cette cérémonie depuis des décennies, le barrage du même nom. Une sous-station qui marque une importante avancée l'amélioration de l'accès à l'énergie. Des essais techniques de ce barrage, réalisés en août 2024, avaient confirmé la viabilité du projet. Si la vision du Président de la République dans le secteur agricole se résume à la revanche du sol sur le sous-sol, vise la reconquête de l'autonomie alimentaire, le Kwilu et la ville de Bandundu, dépendent de l'extérieur, malgré ses atouts. L'ex-Banningville, gâtée par les rivières, n'a su tirer profit de ces dons de la

nature. «Bandundu-ville a beaucoup d'atouts. On a l'électricité, des terres fertiles, mais je peux vous rassurer que les œufs qui sont mangés ici viennent de Kinshasa. Vous ne pouvez pas acheter chez les autres ce que vous êtes capables de produire vous-mêmes. On ne peut pas comprendre qu'on ait autant de capacités, mais qu'on dépende de la ville qu'on devrait nourrir », confie l'agronome Jean-Claude Bwanganga Tawaba, député national élu de la ville de Bandundu.

La conférence a « examiné comment renforcer le financement du secteur agricole et rural, comment faciliter l'accès aux marchés urbains, comment améliorer les infrastructures et encourager les chaînes de valeur porteuses », a déclaré Jacquemain Shabani Lukoo, Vice-premier ministre en charge de l'Intérieur et rapporteur de la Conférence, dans son compte rendu. La Première ministre (Vice-présidente de la

Conférence), Judith Suminwa Tuluka s'est montrée disposée à soutenir et à accompagner les provinces à relever les défis identifiés, après avoir rappelé quelques progrès déjà accomplis ou en cours de réalisation.

«La volonté politique, soutenue par des mesures concrètes et innovantes doit désormais se traduire en actions concrètes pour transformer en profondeur nos secteurs clés, notre économie et notre société», a-t-elle souligné. Elle a invité les gouverneurs des provinces à conjuguer ambition, discipline et solidarité pour construire un pays résilient, prospère et équilibré, digne de la confiance de son peuple.

Le Gouvernement doit procéder au renforcement de l'organisation des exploitants, la structuration des coopératives, l'amélioration de l'accès aux intrants, aux technologies et aux marchés, et une meilleure sécurisation du foncier

agricole, en plaçant les agriculteurs, qui portent l'effort nourricier national, au cœur de l'action publique, a déclaré le Chef de l'État.

Il a souligné qu'« aucune nation ne peut durablement prétendre à la puissance si elle demeure dépendante pour se nourrir, si elle laisse dépérir ses campagnes, ou si elle abandonne ses territoires ruraux ». Il a indiqué sa vision de transformation durable du pays, « celle d'un Congo qui ne fonde pas sa prospérité uniquement sur l'extraction, mais également sur la production, la transformation, la création de valeur ajoutée locale et l'occupation intelligente de son territoire ».

Plusieurs recommandations ont marqué l'événement. Tels la régularisation des rémunérations des autorités politico-administratives, le réaménagement d'au moins 100 kms de routes rurales par province, la modernisation de certaines infrastructures

aéroportuaires, le rajeunissement de l'administration publique afin de redynamiser les filières de production.

Le président de la République démocratique du Congo a insisté sur la mise en œuvre effective des recommandations de la Conférence, est revenu sur la stabilité institutionnelle au niveau des provinces - « la stabilité institutionnelle dans les provinces n'est pas un sujet périphérique ; elle est une condition du développement », a-t-il déclaré - et un moratoire sur les motions de défiance contre les gouverneurs et les bureaux des assemblées provinciales a été annoncé.

Il a « demandé (à la Première Ministre, Vice-présidente de la Conférence) de prendre en charge, avec diligence, les doléances formulées et de s'employer à la recherche des solutions possibles, dans le respect de la loi et au regard du contexte particulier que traverse notre pays ».

D. DADEI ■

LA PRÉCISION DU FAIT
LA RECHERCHE DU DÉTAIL
LA PUISSANCE DU VERBE
LA FORCE D'UN MÉDIA.

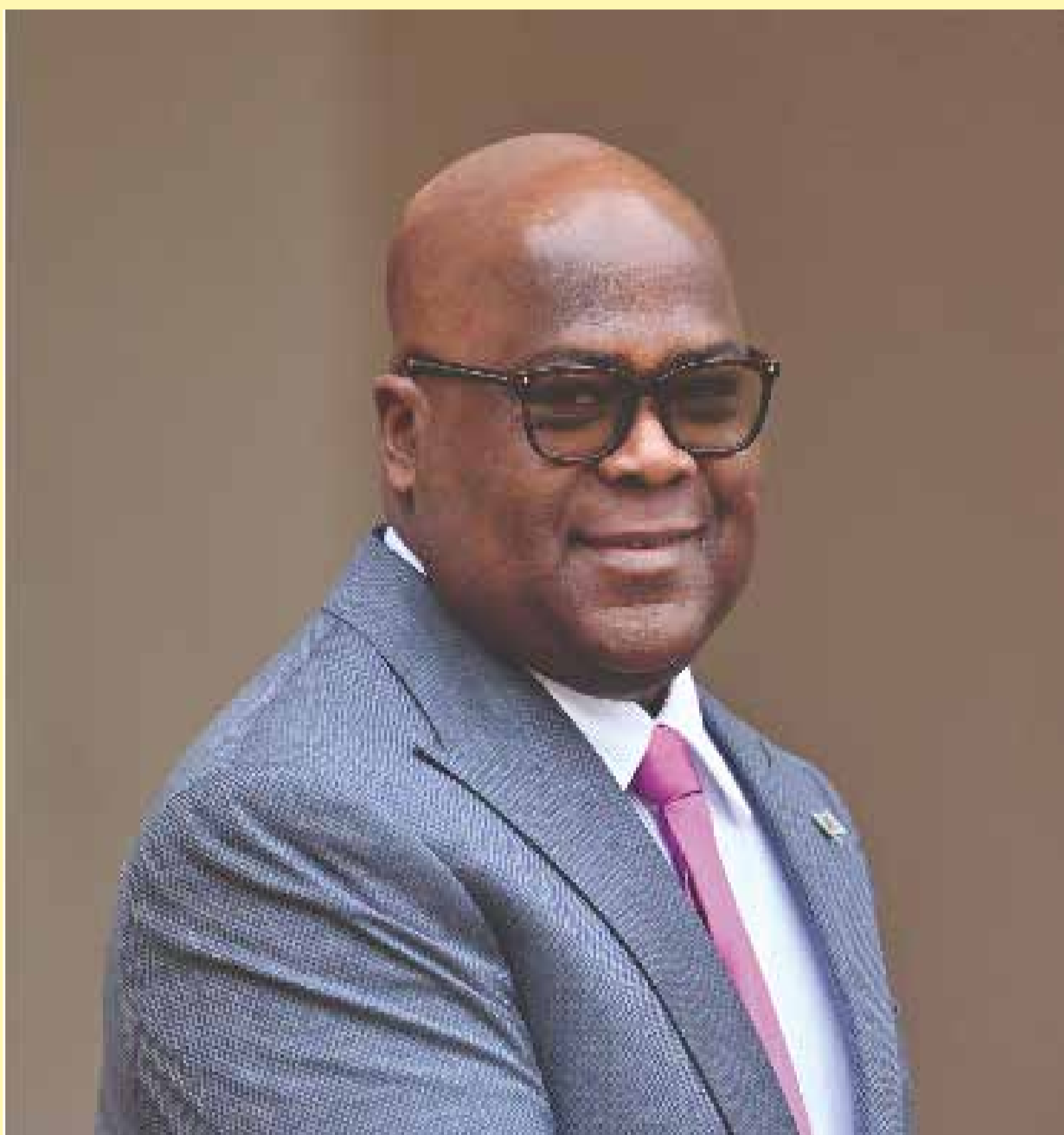
THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER
international

SINCE 1989

Une interview de Félix Tshisekedi au magazine français L'Hémicycle

Au moment où la République démocratique du Congo amorce un tournant décisif - retrait partiel des forces rwandaises, accords successifs à Washington et Doha, réformes structurelles, maîtrise de l'inflation et regain diplomatique - L'Hémicycle, 9 rue de la Trémoille, @lhemicycle.com, à Paris VIII, a rencontré le Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Dans cet entretien de fond, le Chef de l'État congolais qui a rencontré fin mars 2026 à Kinshasa le journaliste français Éric Revel, Docteur d'État en Finance Internationale, ex-Directeur Général de LCI et de France Bleu, et Directeur de cette revue trimestrielle politique où travaille Valerie Trierweiler, l'ex-compagne du président français François Hollande, revient sur l'agression subie dans l'est, les avancées sécuritaires et diplomatiques, la modernisation du pays, mais aussi les vigilances nécessaires et les défis qui demeurent. Interview parue dans une édition hors-série. Ci-après L'Hémicycle, 2026/03/27.

Monsieur le Président, merci de nous recevoir à Kinshasa. Si on revient sur l'année 2025, elle restera certainement comme l'une des plus dures à l'Est. Puis est arrivé le traité de Washington, que vous décrivez comme une avancée majeure pour la République démocratique du Congo. Pourquoi ce tournant est-il différent de tous



Le Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. MUSTAFA YALCIN ANADOLU VIA AFP.

les processus précédents ?

Félix Tshisekedi. Parce qu'il nomme enfin les choses avec clarté et qu'il engage des responsabilités au plus haut niveau. Nous avons obtenu, dans une résolution du Conseil de sécurité puis dans l'accord du 27 juin 2025, une reconnaissance explicite de l'agression du Rwanda, l'exigence de retrait de ses troupes et un mécanisme conjoint

de sécurité qui protège notre souveraineté. Cela n'avait encore jamais été inscrit noir sur blanc. Ce n'est pas un arrangement ponctuel : c'est un cadre de paix adossé à une dynamique internationale, continentale et bilatérale.

Certains observateurs craignent toutefois que le Rwanda NE viole ses engagements. Vous-même

évoquez des attaques persistantes. Où placez-vous le curseur entre vigilance et confiance ?

F.T. Je place le curseur dans le réel, pas dans l'incantation. Oui, le Rwanda a déjà violé l'accord — je l'ai dit publiquement. Les attaques depuis Bugarama l'ont démontré. Mais la différence, aujourd'hui, c'est que ces violations ne peuvent plus être niées.

Elles sont documentées, surveillées, et elles entraînent des conséquences diplomatiques. Nous privilégierons toujours la voie politique, mais jamais au détriment de la protection de nos populations. La paix est à portée de main, mais elle exige de la rigueur, de la fermeté et du suivi.

Avez-vous perdu du terrain à l'Est avant d'obtenir ces avan-

cées ? Certains le disent, parfois même dans votre majorité...

F.T. Je ne raisonne pas en termes de perte ou de gain territoriaux mais en termes de responsabilité. Nous avons affronté une coalition militaro-terroriste appuyée par une armée étrangère. Malgré des conditions extrêmement difficiles, nos forces ont tenu, stabilisé des zones vitales, sécurisé des corridors humanitaires. L'enjeu n'était pas de sauver la carte mais de sauver des vies. Aujourd'hui, des zones basculent à nouveau sous l'autorité de l'État. Et cela, nous le devons au courage de nos forces et à la clarté de notre diplomatie.

Vous insistez sur la reconstruction d'un appareil sécuritaire proche du citoyen. Qu'est-ce qui change réellement ?

F.T. Trois choses : la professionnalisation, la proximité et le contrôle. Nous recrutons 90 000 policiers, réhabilitions les écoles de formation, modernisons les équipements, revalorisons les carrières et nous encadrons strictement la discipline. En parallèle, nous avons mis en place des comités locaux de sécurité qui écoutent les populations et produisent des réponses adaptées. Enfin, l'identification biométrique des citoyens — qui tarde depuis trente ans — rendra l'État plus efficace et plus juste. Une nation moderne commence par savoir qui elle protège.

Dans de tels chantiers, les Congolais attendent aussi des résultats économiques immédiats. Que leur répondez-vous ?

F.T. Les résultats sont là. L'inflation a été ramenée de 11,5 % à 2,5 %, le franc congolais s'est

(suite en page 6).

« La paix ne se décrète pas, elle se construit », déclare le Chef de l'État à la revue française

(suite de la page 5).

apprécié de près de 29 %, les réserves de change ont atteint 7,4 milliards de dollars, la croissance dépasse 5,8 %. La République démocratique du Congo est l'un des pays les plus dynamiques d'Afrique depuis cinq ans. Ce ne sont pas des chiffres abstraits : ce sont des prix maîtrisés, une monnaie stable et de la confiance retrouvée.

Vous revendiquez une politique de reconstruction accélérée. Mais certains chantiers connaissent des retards. Comment l'envisagez-vous ?

F.T. En disant la vérité et en corrigeant. Aucun programme de cette ampleur - 2.130 infrastructures dans toutes les provinces - ne peut avancer sans difficultés. Oui, des retards existent, des contrats sont défectueux, des zones sont rendues inaccessibles par la guerre. C'est précisément pour cela que j'ai nommé un conseiller spécial pour en suivre l'exécution. Ma ligne est simple : pas de complaisance, pas

d'abandon. Nous terminerons ces infrastructures et nous les terminerons bien.

Vous parlez souvent de « corridors d'unité nationale ». Que recouvre cette expression ?

F.T. Elle signifie que la cohésion nationale passe aussi par la circulation des biens, des personnes et des idées. Quand une route relie Kisangani à Kananga, quand un port en eau profonde s'ouvre à Banana, quand un aéroport est modernisé, c'est la République qui se ressoude. La croissance se gagne aussi par la mobilité.

L'énergie est un défi central. Vous visez 62 % d'accès à l'électricité en 2030. Est-ce réaliste ?

F.T. Oui, parce que nous changeons d'échelle. L'accès est passé de 9 % à 21,5 % en six ans. Des groupes entiers de production ont été remis en service. Nous construisons des mini-réseaux, modernisons les transports d'électricité et préparons Inga III. L'énergie n'est pas un luxe : c'est la condition de

tout développement.

Vous avez repris 30 000 périmètres miniers inactifs. Jusqu'où voulez-vous aller ?

F.T. Jusqu'à ce que nos ressources cessent d'être pillées pour devenir un moteur d'industrialisation. Assainir le cadastre, imposer des quotas d'emplois congolais, interdire l'exploitation dans les zones rouges, digitaliser la traçabilité : tout cela n'est pas cosmétique. La RDC doit être un acteur qui fixe les règles, pas un acteur qui les subit.

Votre accord économique avec les États-Unis a été très commenté. Que pouvez-vous en attendre ?

F.T. La sécurisation des chaînes d'approvisionnement, la transformation locale, la modernisation logistique et une coopération sécuritaire renforcée. C'est un accord de souveraineté, pas de dépendance.

Votre pays a été élu au Conseil de sécurité, au Conseil des

droits de l'homme, et préside la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs. La RDC pèse-t-elle plus qu'avant ?

F.T. Oui, et c'est assumé. Nous ne sommes plus une périphérie. Nous sommes une puissance d'influence et de proposition. Notre voix est attendue sur la sécurité, sur les droits humains, sur la gouvernance des ressources critiques, sur la justice climatique.

Justement, vous portez l'idée d'une justice climatique. Comment la traduire concrètement ?

F.T. Le Congo protège des millions d'hectares de forêts et des tourbières essentielles au climat mondial. Nous sommes un pays-solution. Mais nous ne pouvons plus être un pays-solution à crédit moral. Nous demandons des financements effectifs, des transferts de technologies, des mécanismes transparents. Le couloir vert Kinshasa-Kisangani-Goma est un projet unique au monde : 548.000 km² de protec-

tion, 500 000 emplois, des corridors énergétiques et agricoles. Il lie écologie, économie et sécurité.

Vous avez lancé une réforme profonde de l'école. Pourquoi cet accent particulier ?

F.T. Parce qu'un pays ne se relève pas sans ses enfants. La gratuité du primaire est consolidée, les enseignants sont mieux payés, les écoles construites par centaines. Nous déployons l'intelligence artificielle dans la correction de l'examen d'État. Former, c'est libérer.

Vous dites souvent que la jeunesse est votre « première richesse ». Mais les jeunes veulent des emplois, pas des discours.

F.T. Et ils ont raison. C'est pourquoi nous augmentons le Smig, développons des programmes d'apprentissage, finançons des projets et modernisons la formation professionnelle. Le « Village des opportunités » a réuni 12.000 jeunes. Ce n'est qu'un début. La jeunesse doit trouver, ici, les voies de

son ambition.

Monsieur le Président, à vous entendre, la RDC serait à l'aube d'un moment historique. Mais que dites-vous sans détour aux Congolais qui doutent encore ?

F.T. Je leur dis que le doute est légitime, mais que la résignation ne l'est pas.

Nous avons subi une agression, nous avons résisté, nous avons avancé. Nous stabilisons notre économie, nous modernisons notre État, nous redonnons une place à notre diplomatie, nous protégeons nos ressources, nous construisons des routes, des écoles, des réseaux électriques. Nous ne sommes pas condamnés. Et, surtout, nous ne vivons vraiment que rassemblés.

Votre dernier mot ?

F.T. Les ténèbres ne régneront pas toujours. Notre devoir est simple : transformer notre potentiel en prospérité partagée. Et je m'y engage, devant vous, devant la nation, et devant l'histoire.

ÉRIC REVEL ■

Valérie Trierweiler, l'ex-compagne de François Hollande se veut proche du Congo

Journaliste et Économiste. Directeur de la revue L'Hémicycle. Docteur d'État en Finance Internationale. Ex-Directeur Général de la chaîne-télé LCI et de France Bleu. Éric Revel quitte le groupe TF1 en septembre 2015, depuis 2021, il est directeur de la revue trimestrielle politique et parlementaire L'Hémicycle.

Une revue qui a publié un entretien avec le milliardaire entrepreneur belge d'origine néo-zélandaise, le Belgo-congolais George Arthur Forrest et un article sur la Première Dame Denise Nyakeru Tshisekedi, «une première dame sur tous les fronts. Engagée, volontaire, résolument tournée vers l'action». Même un article «Rwanda-RDC : l'opinion française très sévère envers Kigali» citant un sondage Norstat réalisé les 30 et 31 janvier 2026.



Valérie Trierweiler, l'ex-compagne de François Hollande se veut proche du Congo. DR.

VALÉRIE, L'EX-COMPAGNE DE HOLLANDE.

«La République démocratique du Congo est sans doute l'un des pays les plus mal connus, et parfois les plus caricaturés, de la planète. Trop vaste pour être résumée, trop complexe pour être réduite à ses drames, trop riche pour être regardé uniquement à travers le prisme de la crise, la République démocratique du Congo a longtemps été enfermée dans un récit extérieur qui ne disait qu'une partie de la vérité. Or, ce pays-continent est aujourd'hui à un moment charnière de son histoire. Il s'éveille, lentement mais sûrement, à lui-même et au monde. La première erreur est de voir la République démocratique du Congo qu'à travers son sous-sol. Certes, les minerais stratégiques congolais sont au cœur de la transition énergétique mondiale... Certes, le cobalt...». Éric Revel dans l'Hémi-

cycle. L'ex-compagne de vie (2005-2014) de François Hollande, élu président de la République française en 2012, Valérie Trierweiler, née Valérie Massonneau, a rejoint en mars 2026, L'Hémicycle qui mêle politique et monde de l'entreprise. Cette nouvelle étape marque son retour à la presse écrite politique après des expériences à la radio RTL et à la télévision. L'ex-Prémière Dame anime aussi l'émission politique mensuelle «Hexagone» sur Hémicycle TV, spécialisée dans les entretiens avec des personnalités politiques. «Hexagone» reçoit des acteurs politiques qui dévoilent leur rapport à la France. Elle réalise des portraits de personnalités et s'intéresse à l'actualité politique, notamment celle du Congo-RDC, un pays qu'elle dit connaître pour s'y être rendue plusieurs fois notamment à Kinshasa et dans des camps de déplacés à l'est,

à l'Hôpital de Panzi à Bukavu, pour soutenir les victimes de violences utilisées comme arme de guerre et le travail du Docteur Denis Mukwege, Prix Nobel de la Paix 2018. En juillet 2013, au titre de compagne du président français François Hollande, elle s'est rendue au Congo pour soutenir les femmes victimes de violences sexuelles, notamment à l'hôpital de Panzi à Bukavu. Elle a exprimé son engagement pour cette cause et son intérêt pour ce pays francophone. En mars 2026, elle a publiquement salué des initiatives éditoriales (comme celles du magazine L'Hémicycle) consacrées au Congo. Valérie Trierweiler continue de promouvoir l'intérêt pour le Congo, qu'elle qualifie de «plus grand pays francophone», rappelant ses multiples visites à Kinshasa et dans les camps de déplacés. Nul doute, L'Hémicycle se veut proche du Congo.

ALUNGA MBUWA ■

Au IIIème Forum économique Angola-RDC, Mukoko et Massano passent de la parole aux actes



La Première ministre Judith Suminwa Tuluka le 1er avril 2026 lors de son discours d'ouverture du IIIème Forum Congo-Angola. DR.

A la clôture du forum Angola-Congo organisé à Kinshasa du 1er au 2 avril 2026, la volonté affichée était de ranger les discours dans le tiroir, place aux actes, ont décrété les deux ministres au cœur de la rencontre, le Congolais Daniel Mukoko Samba, vice-Premier ministre en charge de l'Économie nationale et l'Angolais José de Lima Massano, ministre d'État à la Coordination Économique.

Dans son discours d'ouverture de cette troisième rencontre du genre ouverte à l'hôtel 5 étoiles Golden Tulip Kin-Oasis, avenue Kasavubu, à Kinshasa, Mme Judith Tuluka Suminwa, la Première ministre congolaise qui présidait la cérémonie au nom du Président de la République Félix-Antoine

Tshisekedi Tshilombo, a clairement sonné le tocsin. Si les deux premiers Forums économiques, organisés respectivement à Kinshasa et à Luanda en 2023, « ont permis de poser les bases de cette ambition commune, aujourd'hui, ce troisième Forum doit marquer une étape décisive. Car l'intégration régionale ne se mesure pas à l'intensité de nos discours. Elle se mesure à la qualité de nos infrastructures. Elle se mesure à la fluidité de nos échanges. Elle se mesure aux opportunités réelles offertes à nos populations ».

LES DEUX MINISTRES N'EN POUVAIENT PLUS.

Et, « dans cet esprit, nos travaux porteront sur des axes essentiels : la facilitation des transactions financières, condition indispensable à l'intensification des échanges commerciaux ; la lutte contre la contrebande, afin de garantir des circuits économiques

transparents et sécurisés ; et le développement du corridor stratégique Dilo-lobito. Ce corridor constitue une opportunité majeure pour notre sous-région. Il ne s'agit pas uniquement d'un projet d'infrastructure, mais d'un véritable levier de transformation économique. Il peut connecter nos économies, stimuler l'industrialisation, favoriser la transformation locale de nos ressources et créer des emplois durables pour nos populations. Ce troisième Forum doit être celui de la maturité et de l'efficacité. Nous devons passer des intentions aux réalisations ; des engagements aux mécanismes opérationnels ; des ambitions aux résultats mesurables. Nos peuples n'attendent plus des promesses. Ils attendent des transformations concrètes dans leur quotidien », a poursuivi la Cheffe du Gouvernement. Les deux ministres congolais et angolais avaient compris les mes-

sage. Daniel Mukoko Samba et José de Lima Massano se sont très vite mis d'accord. Voici deux pays - le Congo et l'Angola - qui partagent une frontière terrestre discontinuée commune longue de 2.511 kms, dont le temps de voyage en avion entre les capitales des deux pays, Kinshasa et Luanda, dure à peine 45' à 50', mais des Congolais et des Angolais qui se visitent très peu. Deux pays qui disposent de très peu de liaisons aériennes entre eux, qui ont près de 200 milliards de \$US de PIB combinés, quand chacun des deux a le regard tourné vers le pays colonisateur, la Belgique (mais aussi la Chine pour le Congo), le Brésil et le Portugal pour l'Angola, quand leurs échanges officiels ne dépassent pas 150 millions de \$US/an alors que les deux pays disposent d'une soixantaine de points de transactions transfrontalières dont le gros prend des circuits informels.

C'est ce qu'a démontré le Congolais Daniel Mukoko Samba dans sa prise de parole de clôture de cette rencontre. Est-ce logique que la langue rapproche des pays si lointains physiquement mais sépare tant deux pays que seule une ligne frontalière sépare ? Que comprendre des relations entre l'Allemagne et la France, deux pays clés dans l'Europe quand en Allemagne on parle l'Allemand et en France on parle le Français ? Pourquoi, au plan commercial, le gros des échanges entre le Congo et l'Angola emprunte des circuits informels ? Irresponsabilité des politiques publiques ? Nul doute ! En vraie Mukongo (Né Kongo) assumée, dont la province d'origine partage sa frontière Est avec l'Angola avec de part et d'autre deux mêmes peuples séparés à la Conférence de Berlin par les colonisateurs, Judith Tuluka Suminwa rappelle l'histoire et émeut la salle en évoquant « la tradi-

tion Kongo » dans son discours. « Dans la tradition Kongo, le symbole du Dikenga dia Kongo incarne la continuité, la transmission et la responsabilité entre les générations. Il nous enseigne qu'aucune génération ne peut se contenter de recevoir : elle doit également construire, transformer et transmettre. C'est précisément la responsabilité qui est la nôtre aujourd'hui. Au-delà de la coopération bilatérale entre nos deux pays, notre action s'inscrit dans une ambition plus large : celle de la construction d'une Afrique intégrée. En renforçant nos échanges, en développant nos infrastructures et en facilitant le commerce transfrontalier, nous contribuons concrètement à la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine. Car une Afrique qui commerce davantage avec elle-

(suite en page 8).

Mme Judith Tuluka Suminwa rappelle l'histoire et réveille le Forum en évoquant la tradition Kongo



La photo de famille entre la Cheffe du Gouvernement congolais et les deux ministres congolais et angolais organisateurs du Forum. DR.

(suite de la page 7).

même est une Afrique plus forte, plus résiliente, et plus prospère. C'est dans cet esprit de responsabilité, de fraternité et d'ambition commune que je déclare officiellement ouverts les travaux du troisième Forum économique entre la République Démocratique du Congo et la République d'Angola».

Du coup, Daniel Mukoko Samba et son homologue José de Lima Massano disent en avoir marre de cette situation et ont convenu « en off » - à Kinshasa, avoue le vice-Premier ministre congolais de l'Économie, de faire bouger les lignes avec l'objectif de passer sans attendre à la vitesse supérieure.

«Le temps des discours est révolu ; et nous devons commencer à agir», tonne calmement Daniel Mukoko Samba à la clôture du IIIème Forum Angola-RDC. « Nous avons décidé de désigner en off deux personnes de liaison dans nos cabinets respectifs pour nous assurer que ce que nous convenons se fait et que les obstacles qui se dressent sur notre chemin commun nous

sont reportés et que les actions correctives sont prises. Nous avons déjà échangé les noms de ces personnes de liaison. La première tâche de ces deux personnes de liaison avec l'appui d'autres institutions qui ont préparé ce forum sera de mettre en place le premier engagement du communiqué final sera la feuille de route de Kinshasa. Nous sommes rassurés de voir qu'un des éléments clés de cette feuille route a déjà connu un début de réalisation. Les Gouverneurs des deux banques centrales se sont rencontrés, se sont mis d'accord pour préparer un protocole d'accord qui sera signé au plus tard en juillet de cette année et qui va permettre de régler cet épineux problème, qui est celui de la difficulté de dénouer les transactions financières entre l'Angola et la RDC », poursuit Daniel Mukoko Samba. Le but de l'action ? Renforcer les économies des deux pays, en faire - «c'est notre destin» - le moteur de développement de la sous-région passe par l'harmonisation des politiques économiques et la facilitation de la libre circulation des

biens et services. **Ci-après, le texte intégral du communiqué final.**

III^{ème} ÉDITION DU FORUM ÉCONOMIQUE D.R. CONGO-ANGOLA. «Intégration sous-régionale et développement du commerce transfrontalier».

Sous les Hauts Auspices de Leurs Excellences Monsieur Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la République Démocratique du Congo, et Monsieur João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola, s'est tenue à Kinshasa, du 1er au 2 avril 2026, la troisième édition du Forum Économique République d'Angola-République Démocratique du Congo, placée sous le thème : « Intégration sous-régionale et développement du commerce transfrontalier ». Ce Forum a réuni les membres des Gouvernements, les responsables des administrations publiques, les institutions financières, les opérateurs économiques ainsi que les experts des deux pays. Les travaux ont été

marqués par un esprit de fraternité, de coopération et de volonté commune de renforcer les relations économiques bilatérales, dans l'intérêt mutuel des deux peuples.

I. Objectifs du Forum.

Le Forum avait pour objectifs principaux de :

1. promouvoir le développement du commerce transfrontalier formel ;
2. renforcer l'intégration économique et financière entre les deux pays ;
3. identifier les obstacles structurels aux échanges ;
4. proposer des mesures concrètes en vue de stimuler les investissements et les partenariats économiques.

II. Constats.

Les participants ont relevé que, malgré le potentiel considérable des échanges entre les deux pays, plusieurs contraintes continuent de freiner leur développement, notamment :

1. la prédominance du commerce informel ;
2. les difficultés liées aux systèmes de paiement formels ;
3. la multiplicité des taxes et des barrières administratives ;

4. les tracasseries aux frontières ;
5. l'insuffisance des infrastructures logistiques et frontalières ;
6. le manque d'harmonisation des cadres réglementaires et fiscaux ;
7. le faible niveau de digitalisation des procédures.

III. Recommandations.

Au terme des travaux, les participants ont formulé les recommandations suivantes :

1. Facilitation du commerce et modernisation douanière.
 - Accélérer la digitalisation et l'interconnexion des systèmes douaniers ;
 - Mettre en place des postes frontaliers à guichet unique ;
 - Simplifier et harmoniser les procédures douanières et fiscales.
2. Formalisation des échanges transfrontaliers.
 - Instituer un régime commercial simplifié pour le petit commerce frontalier ;
 - Renforcer les mécanismes de lutte contre la fraude et la contrebande.
3. Développement des infrastructures.

- Moderniser les infrastructures frontalières et logistiques ;
- Améliorer les corridors de transport et les facilités de transit.
- Faire du corridor de Lobito un axe structurant d'intégration régionale, à travers la modernisation coordonnée des infrastructures ferroviaires et routières, la création des activités minières, industrielles et agro-industrielles et l'inclusion des communautés riveraines.
- Investir dans la production de l'énergie électrique pour répondre à la demande croissante.
- développer des plateformes logistiques multimodales (rail-route-port) afin d'optimiser les coûts et délais de transport.

4. Intégration financière.
 - Harmoniser les réglementations de change ;
 - Promouvoir l'utilisation des systèmes régionaux et panafricains de paiement (SADC-RTGS, PAPSS) ;
 - Faciliter les transactions en monnaies nationales.
5. Inclusion financière.
 - Renforcer l'accès des

(suite en page 9).

Les deux ministres décident de faire de l'économie de leurs pays le moteur de développement de la sous-région

(suite de la page 8).

populations aux services financiers ;

► Promouvoir l'éducation financière et les solutions numériques.

6. Coopération institutionnelle.

► Mettre en place des mécanismes permanents de concertation ;

► Renforcer la coopération entre administrations douanières, fiscales et financières.

7. Partenariat public-privé.

► Encourager les investissements conjoints et les joint-ventures ;

► Impliquer davantage le secteur privé dans la mise en œuvre des réformes.

8. Pêche et économie bleue.

► développer des infrastructures de stockage frigorifique et de transport réfrigéré ;

► améliorer la chaîne logistique afin de réduire les pertes post-capture ;

► mettre en œuvre effectivement les accords bilatéraux de pêche ;

► gérer de façon concertée les espaces maritimes et la prévention des incidents liés à la pêche ;

► renforcer les mécanismes de surveillance

maritime et de lutte contre la pêche illégale.

9. Hydrocarbures.

► mettre en place un cadre bilatéral d'échanges sécurisés et transparents ;

► structurer une chaîne de valeur pétrolière régionale ;

► développer des plateformes logistiques transfrontalières intégrées ;

► mettre en place un mécanisme de financement conjoint.

IV. Engagements. Les parties ont convenu de :

1. élaborer une feuille de route conjointe, assortie

d'indicateurs de performance ;

2. assurer un suivi régulier de la mise en œuvre des recommandations ;

3. renforcer la coordination entre les institutions compétentes des deux pays ;

4. œuvrer à la mise en place progressive d'un espace économique intégré ;

5. pour les deux gouverneurs des banques centrales, qui se sont rencontrés, de signer un protocole d'accord à une date à convenir en juillet 2026 ;

V. Conclusion. À l'issue des travaux, les

participants ont exprimé leur satisfaction quant à la qualité des échanges et aux résultats obtenus.

Ils ont salué l'engagement des Hautes Autorités des deux pays à renforcer la coopération économique bilatérale et à promouvoir une intégration effective et durable.

Les participants ont réaffirmé leur engagement de traduire les recommandations issues du Forum en actions concrètes, au bénéfice des populations des deux pays.

Le prochain forum sera organisé en Angola à une date à convenir entre les

deux gouvernements. Cette déclaration finale est rédigée en français et en portugais.

Fait à Kinshasa, le 2 avril 2026

Pour le Gouvernement de la République Démocratique du Congo, **Daniel Mukoko Samba, Vice-Premier Ministre, ministre de l'Économie Nationale** ■

Pour le Gouvernement de la République d'Angola, **José de Lima Massano, ministre d'État, ministre de la Coopération Économique** ■

«Nous sommes deux mêmes peuples», rappelle Judith Suminwa aux Congolais et Angolais

Dans son discours d'ouverture du III^{ème} Forum économique Congo-Angola organisé à Kinshasa (du 1^{er} au 2 avril 2026), la Première ministre congolaise, Judith Suminwa Tuluka, en vraie Mukongo (Né Kongo) assumée, dont la province d'origine partage sa frontière Est avec l'Angola avec de part et d'autre deux mêmes peuples séparés à la Conférence de Berlin par les colonisateurs, a réveillé les participants angolais et congolais et ému la salle en rappelant «cette mémoire commune (qui est) une évidence : la République Démocratique du Congo et l'Angola ne sont pas simplement deux pays voisins. Ils sont liés par une histoire, une culture et un destin. Ces liens se sont également affirmés dans les moments les plus difficiles de notre histoire contemporaine». Extraits.

« C'est avec un grand honneur et un profond sens de responsabilité que je prends la parole à l'occasion de l'ouverture de ce troisième Forum économique entre l'Angola et la République Démocratique du Congo. Ce Forum dépasse le cadre d'une simple rencontre institutionnelle entre deux États. Il est avant tout l'expression



Le Congolais Daniel Mukoko Samba et son homologue angolais José de Lima Massano. DR.

d'un lien ancien, profond et vivant entre deux peuples. Bien avant la formation de nos États modernes et les frontières héritées de l'histoire coloniale, nos territoires s'inscrivaient déjà dans des espaces politiques, économiques et culturels communs. Il s'agit, notamment du Royaume Kongo dont l'influence s'était étendue à un moment de l'histoire sur des territoires qui correspondent aujourd'hui à l'Angola, à la République Démocratique du Congo, à la République du Congo et au Gabon. L'empire Lunda couvrait les

espaces du Katanga, du Kasai et du Nord-Est de l'Angola. Les peuples Chokwé représentent un continuum qui s'étale du Sud-Ouest de la RDC au Nord et Nord-Est de l'Angola. Le Kwango est un autre espace clé formant une zone de passage et d'interconnexion entre le royaume Kongo, les entités Lunda, et les chefferies établies dans l'actuel Angola. Tous ces espaces constituaient des réseaux d'échanges reliant déjà l'intérieur du continent aux côtes atlantiques. Les marchés facilitaient la circulation de biens, de savoir-faire et de valeurs.

Une véritable économie régionale existait, fondée sur la confiance, la complémentarité et la mobilité. Autrement dit, bien avant que l'intégration régionale ne devienne un concept économique moderne, elle était déjà une réalité vécue par nos peuples.

Cette mémoire commune nous rappelle une évidence : la République Démocratique du Congo et l'Angola ne sont pas simplement deux pays voisins. Ils sont liés par une histoire, une culture et un destin. Ces liens se sont également affirmés dans les moments les plus difficiles de notre histoire contemporaine.

Face aux crises qui ont secoué notre région, nos deux nations ont su faire preuve de solidarité, de courage et de fraternité. Des femmes et des hommes ont consenti les plus grands sacrifices pour défendre la stabilité et l'intégrité de notre région. Cette fraternité n'est donc pas seulement symbolique : elle est concrète, historique et durable.

Aujourd'hui, cette histoire nous engage. Elle nous impose de transformer cette fraternité en opportunités économiques concrètes. Elle nous appelle à bâtir une prospérité partagée. Conscients de cette histoire partagée et du destin étroitement lié de nos peuples, Leurs Excellences Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la République Démocratique du Congo, et João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola, ont résolument

engagé nos deux pays dans une nouvelle dynamique de coopération économique.

Une coopération tournée vers l'avenir. Une coopération tournée vers l'intégration régionale. Une coopération tournée vers la prospérité de nos populations. Les deux premiers Forums économiques, organisés respectivement à Kinshasa et à Luanda en 2023, ont permis de poser les bases de cette ambition commune.

Aujourd'hui, ce troisième Forum doit marquer une étape décisive. Car l'intégration régionale ne se mesure pas à l'intensité de nos discours. Elle se mesure à la qualité de nos infrastructures. Elle se mesure à la fluidité de nos échanges. Elle se mesure aux opportunités réelles offertes à nos populations. Dans cet esprit, nos travaux porteront sur des axes essentiels : la facilitation des transactions financières, condition indispensable à l'intensification des échanges commerciaux ; la lutte contre la contrebande, afin de garantir des circuits économiques transparents et sécurisés ; et le développement du corridor stratégique Dilo-lobito. Ce corridor constitue une opportunité majeure pour notre sous-région. Il ne s'agit pas uniquement d'un projet d'infrastructure, mais d'un véritable levier de transformation économique. Il peut connecter nos économies, stimuler l'industrialisation, favoriser la transformation locale de nos ressources et créer des emplois durables pour nos populations.

Ce troisième Forum doit être celui de la maturité et de l'efficacité. Nous devons passer des intentions aux réalisations ; des engagements aux mécanismes opérationnels ; des ambitions aux résultats mesurables. Nos peuples n'attendent plus des promesses. Ils attendent des transformations concrètes dans leur quotidien.

Dans la tradition Kongo, le symbole du Dikenga dia Kongo incarne la continuité, la transmission et la responsabilité entre les générations. Il nous enseigne qu'aucune génération ne peut se contenter de recevoir : elle doit également construire, transformer et transmettre. C'est précisément la responsabilité qui est la nôtre aujourd'hui.

Au-delà de la coopération bilatérale entre nos deux pays, notre action s'inscrit dans une ambition plus large : celle de la construction d'une Afrique intégrée. En renforçant nos échanges, en développant nos infrastructures et en facilitant le commerce transfrontalier, nous contribuons concrètement à la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine. Car une Afrique qui commerce davantage avec elle-même est une Afrique plus forte, plus résiliente, et plus prospère.

C'est dans cet esprit de responsabilité, de fraternité et d'ambition commune que je déclare officiellement ouverts les travaux du troisième Forum économique entre la République Démocratique du Congo et la République d'Angola ■

Daniel Mukoko Samba appuie sur une proximité géographique et une destinée économique étroitement liée

Trois phrases des phrases-clés dans le discours du Vice-premier ministre congolais en charge de l'Économie nationale, Daniel Mukoko Samba, prononcées le 1er avril 2026 à l'ouverture du IIIème Forum économique Congo-Angola à l'adresse des membres du gouvernement et des participants angolais, qui rejoignent celles de la Première ministre Judith Suminwa Tuluka. Les voici : «*Votre présence ainsi que celle de plusieurs autres membres du gouvernement angolais témoignent de l'importance stratégique que nos deux nations accordent à l'intensification de leurs relations économiques et commerciales. La République Démocratique du Congo et la République d'Angola partagent bien plus que les 2.511 kms de frontières : elles partagent une histoire, une proximité géographique et une destinée économique étroitement liée. Nos peuples, unis par des*



Une vue de la salle aux 5 étoiles Golden Tulip Kin-Oasis à Kinshasa. DR.

échanges humains, culturels et commerciaux séculaires, nous invitent aujourd'hui à bâtir un espace intégré d'opportunités et de prospérité partagée. Extraits.

« Permettez-moi avant toute chose d'exprimer, à travers cette tribune, notre profonde reconnaissance à Leurs Excellences Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo et João Manuel Gonçalves Lourenço, Chefs d'État de nos deux pays, pour leur vision et leur engagement constant en faveur du renforcement de la coopération bilatérale. Qu'ils trouvent ici l'expression de notre très haute considération et de

nos hommages les plus respectueux (...). C'est dans cette dynamique que s'inscrit le thème de cette troisième édition : «*L'intégration sous-régionale et le développement du commerce transfrontalier*». Ce thème revêt une importance particulière dans le contexte actuel marqué par l'accélération du processus d'intégration économique du continent africain, notamment à travers la mise en œuvre de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine, ZLECAf. Les deux premières éditions de ce Forum ont permis d'établir les fondations d'un dialogue économique structuré et

d'identifier des axes prioritaires de coopération. La présente édition doit aller plus loin: elle doit être celle de la concrétisation. Trois enjeux majeurs guideront nos travaux. Premièrement, la lutte contre le commerce informel. Si celui-ci traduit le dynamisme de nos populations, il prive néanmoins nos économies de ressources substantielles et freine la structuration de nos marchés. Il nous appartient de promouvoir une formalisation progressive des échanges, notamment par la simplification des procédures administratives et la mise en place d'incitations adaptées. Deuxièmement, la facilitation des paiements. Le développement du commerce bilatéral requiert des systèmes financiers modernes, fiables et accessibles. Les divergences d'ancrage de nos monnaies ont longtemps constitué un obstacle. La mise en place de mécanismes de paiement efficaces permettra de sécuriser les transactions, de réduire les coûts et de stimuler les échanges. Troisièmement, la mutualisation de nos moyens pour des projets structurants. Nos pays disposent d'importantes ressources naturelles, d'un potentiel économique considérable et d'un marché combiné significatif. En unissant nos capacités, nous pouvons développer des chaînes de valeur régionales compétitives, notamment dans les secteurs des hydrocarbures, de la pêche, de l'agriculture et de l'énergie. Au-delà du cadre institutionnel, ce Forum constitue une véritable plateforme d'affaires. Les expositions, les rencontres B2B et les échanges sectoriels doivent permettre de transformer les opportunités en partenariats concrets, créateurs de valeur et d'emplois. Nos gouvernements attendent des résultats tan-

gibles : investissements, joint-ventures, projets industriels et accords commerciaux. Les initiatives en cours, notamment dans les secteurs de la pêche, des hydrocarbures et de l'électricité, sont porteuses d'espoir et pourraient aboutir à des signatures importantes à l'issue de ce Forum. Le succès de cette rencontre repose avant tout sur votre engagement. Les pouvoirs publics ont la responsabilité de créer un cadre favorable, mais ce sont les entrepreneurs qui donnent vie aux opportunités, créent la richesse et stimulent la croissance. Je vous invite donc à saisir pleinement cette occasion pour nouer des partenariats, explorer de nouveaux marchés et bâtir ensemble des projets structurants pour nos économies. La République Démocratique du Congo demeure résolument engagée à améliorer son climat des affaires, à promouvoir les investissements et à renforcer l'intégration économique régionale. Je forme le vœu que ce troisième Forum économique Angola-RDC marque une étape décisive dans la consolidation de notre coopération et ouvre une nouvelle ère de prospérité partagée entre nos deux peuples » ■

S'il évoque une histoire commune, José de Lima Massano choisit de s'appesantir sur la puissance économique de son pays

Si le ministre d'État angolais en charge de la Coopération Économique, José de Lima Massano a évoqué «*notre histoire commune et notre proximité géographique en un véritable moteur de croissance économique et de développement durable, avec des bénéfices concrets pour nos populations*», il s'est appesanti, dans son discours à l'ouverture du IIIème Forum économique, sur la puissance économique de son pays». Extraits.

« Plus encore, la complémentarité de nos économies constitue un avantage compétitif naturel qui doit se traduire en résultats concrets dans des domaines d'intérêt commun, tels que la sécurité alimentaire, la transition énergétique, le développement et le partage des infrastructures de transport et de logistique, l'inclusion financière et digitale, ainsi que l'intégration des chaînes de valeur, pour ne citer que

quelques exemples. Dans ce contexte, il convient de souligner que l'Angola a engagé un ensemble de réformes structurelles visant à stabiliser son économie et à améliorer le climat des affaires. Outre un programme de privatisations portant sur plus de 100 entreprises publiques et la simplification des procédures administratives, nous réalisons des investissements significatifs dans les infrastructures énergétiques, routières, ferroviaires et aéroportuaires, renforçant ainsi les capacités logistiques et productives du pays. La combinaison de ces réformes structurelles et du développement des infrastructures de base a permis d'atteindre des niveaux de croissance économique significatifs. Au cours des deux dernières années, le secteur non pétrolier a enregistré une croissance supérieure à 5 %, soit la performance la plus robuste de la dernière décennie. L'inflation a poursuivi sa décélération et nous nous rapprochons de l'objectif d'un taux à un chiffre. Les

réserves internationales sont estimées à 15,3 milliards de \$US, couvrant 7,4 mois d'importations de biens et services. Nous évoluons aujourd'hui dans un environnement macroéconomique interne plus favorable et attractif pour les investisseurs, ce qui mérite toute l'attention des femmes et des hommes d'affaires de la RDC. Par ailleurs, le contexte régional est également favorable. La Communauté de développement de l'Afrique australe, celle de l'Afrique centrale ainsi que la Zone de libre-échange continentale africaine contribuent à réduire les barrières, à stimuler l'investissement privé et à renforcer la prévisibilité juridique. Permettez-moi d'adresser un message plus direct aux entrepreneurs, investisseurs et opérateurs économiques présents : nous faisons face à un marché commun d'environ 170 millions d'habitants, avec un produit intérieur brut combiné avoisinant 190 milliards de \$US. Le long de notre frontière commune d'environ 2.500 kms, les échanges

informels sont intenses, tandis que le commerce formel entre nos deux pays demeure limité, estimé à environ 600 millions de \$US par an, soit à peine 0,3 % du PIB combiné. Comme vous pouvez le constater, le potentiel est immense. Toutefois, le succès de l'intégration que nous appelons de nos vœux dépendra avant tout de votre capacité à agir, à investir et à transformer ces opportunités en projets concrets, en considérant notre espace commun comme un terrain privilégié pour investir, produire et innover. Nous tenons également à vous informer que, en réponse aux préoccupations exprimées par les opérateurs économiques lors des précédentes éditions du Forum, le poste frontalier de Luvo est désormais opérationnel. Il s'agit d'une infrastructure moderne qui renforce la sécurité des transactions, les capacités de contrôle et la formalisation progressive des activités commerciales. Nous poursuivons les investissements nécessaires afin d'atteindre ce même

niveau de qualité dans les autres postes frontaliers à fort potentiel économique. Pour faciliter et formaliser les flux financiers, nous avons été informés que des institutions financières angolaises ont récemment entamé des démarches auprès de la Banque centrale du Congo en vue de l'obtention de licences bancaires, une initiative que nous encourageons. À l'image de ce qui a été mis en place dans le Corridor de Lobito, avec la création d'une agence chargée de faciliter le transport et le transit entre la Zambie, la RDC et l'Angola, la coordination institutionnelle sera renforcée et la simplification des procédures figurera parmi les priorités de l'agenda bilatéral. Nous sommes conscients du chemin qu'il nous reste à parcourir pour surmonter les obstacles existants. Toutefois, notre volonté et notre engagement à y parvenir sont fermes. Les thèmes inscrits à l'ordre du jour de cette rencontre reflètent notre ambition commune d'élargir et de diversifier

la coopération économique dans plusieurs domaines stratégiques, comme en témoignent les différents panels de ce Forum. Nous sommes convaincus que ces deux journées d'échanges nous permettront d'identifier des solutions communes afin de rendre notre relation économique bilatérale plus dynamique, structurée, inclusive et durable. Nous réaffirmons notre entière disponibilité à œuvrer ensemble pour faire de cette relation entre pays et peuples frères un exemple réussi d'intégration économique sur le continent africain. Nous souhaitons à tous un Forum fructueux, qui serve de catalyseur à la création de nouveaux partenariats entre les opérateurs économiques de nos deux pays. Enfin, permettez-moi d'adresser nos félicitations pour la qualification historique de la RDC à la Coupe du Monde de football. Nous sommes convaincus que la RDC saura représenter dignement l'Afrique et les Africains. Comme on le dit en Angola : « Estamos juntos ! » (Nous sommes ensemble !) » ■

Où sommes-nous? À N'Djili Aéroport



À N'djili Aéroport, le Salon commercial devenu Salon VIP a été totalement transformé pour le confort des passagers qui en ont besoin. DR.

L assure, la main sur le cœur, signe de certitude, une conviction forte, une prédiction. « Dans deux mois, je vous le dis, retenez-le : vous ne verrez plus sur cet aéroport et sur nombre d'autres aéroports du pays, les images d'une autre vie que nous avions coutume de voir dans le passé ».

À N'Djili, l'Aéroport International du Congo, le premier du pays, à tous points de vue, dans la grande salle de la Nouvelle Tour de contrôle qui coûta 79,5 millions de \$US, inaugurée en juin 2015, le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba donne le go, d'entrée de jeu, mardi 31 mars 2026, aux environs de 11:10', à une journée de vérité en donnant lecture, devant les administrateurs, les cadres de commandement de la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme, en tête le directeur de l'administration Théophile Ngalumbe Mbombo, représentant le directeur général Louis-Blaise Londole Lokoyi empêché, et les médias, afin que tout soit

clair pour chacun et pour tous, d'une disposition statutaire de la RVA-SA, qui fonde cet énième déplacement d'une délégation du Conseil d'Administration à l'Aéroport International de N'Djili-Kinshasa, FIH.

« Pouvoirs du Conseil d'Administration : le Conseil d'Administration détermine l'orientation de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués à l'Assemblée de l'Actionnaire unique et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. À ce titre, il exerce notamment les attributions ci-après : préciser les objectifs de la Société et l'orientation qui doit être donnée à son administration ; exercer un contrôle permanent de la gestion assurée par le Directeur Général ; procéder aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns, auquel cas, le Président du Conseil d'Administration est tenu de communiquer à chaque administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de

sa mission » (art. 20, al. 1, 3 et 4 des Statuts de la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme, en abrégé RVA-SA, datant du 8 février 2024, acte notarié n°24/KNG/DA/004832, 20 février, 2024).

«ÉCOUTER, VOIR, ENTENDRE, COMPRENDRE».

Président du Conseil d'Administration de la RVA-SA, le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba se cale sur deux dispositions : à toute période de l'année, le Conseil d'Administration de la RVA-SA « se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société » ; il « procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns ».

Il souligne que ce jour est un jour de contrôle de gestion assurée au quotidien par différents services de la Société, tout comme de contrôle d'exécution des décisions prises par le Conseil d'Administration.

« Le Conseil d'Administration est venu ici pour voir, écouter, entendre, comprendre, décider, initier des actions de correction », souligne le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba.

Le but ? Le changement des cadres de travail, la modernisation des infrastructures aéroportuaires, la mise à des standards internationaux pour un pays hub naturel pour les compagnies aériennes internationales où se posèrent jadis les principales compagnies du monde américaines et européennes, TWA, Pan Am, européennes, Alitalia, Iberia, UTA, etc. Il souligne le mot-fétiche du Conseil d'Administration : modernisation sans faille des infrastructures en vue de redresser l'image des aéroports du pays à mettre aux normes exigées par l'OACI, l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale, ICAO.

Ce mot d'ordre est-il respecté ? Dans son discours de bienvenue, le commandant de l'Aéroport, Ngondo Eso Ngandodenga, fait part d'«un réel honneur et d'un profond sentiment de responsabilité» en accueillant la visite d'inspection du Conseil d'Administration.

Il s'adresse directement au Président du Conseil. « Votre présence parmi nous constitue un signal fort d'engagement, de suivi stratégique et d'accompagnement dans

la dynamique de modernisation et de redressement de notre plateforme aéroportuaire. Elle traduit également l'intérêt particulier que vous accordez à l'amélioration continue de la sécurité, de la sûreté de notre plateforme en cette période post audit AVSEC de l'OACI ». Puis : « Cette visite intervient dans un contexte particulier marqué notamment par les recommandations issues de l'audit de l'OACI, les travaux de réhabilitation en cours ainsi que les efforts déployés par les équipes pour maintenir la continuité des opérations dans un environnement exigeant et en constante évolution ».

Puis : « Cette démarche permettra non seulement d'apprécier les efforts déjà consentis, mais aussi d'identifier les priorités opérationnelles, les contraintes persistantes et les besoins d'investissement nécessaires pour garantir une exploitation sûre, régulière et conforme aux normes internationales ».

Ngondo Eso Ngandodenga conclut : « Le Commandement de l'Aéroport de N'Djili reste pleinement engagé dans la mise en œuvre des

orientations stratégiques de la Direction Générale et dans l'application des standards internationaux en matière d'aviation civile. Malgré les contraintes opérationnelles et infrastructurelles, nos équipes demeurent mobilisées pour assurer la continuité du service public aéroportuaire et l'amélioration progressive de la qualité des prestations. Votre visite constitue pour nous une opportunité importante de partage, d'évaluation et d'orientation, afin de consolider les acquis et d'accélérer les actions prioritaires pour le développement de l'Aéroport International de N'Djili ».

À 16:00' et quelques poussières, après avoir visité par véhicule, par COBUS, ces bus de desserte de tarmac et à pied, les infrastructures opérationnelles en rénovation, les travaux réalisés tel ce salon autrefois «commercial de la RVA-SA» désormais «VIP» désormais méconnaissable par personne mais qui curieusement, pour faute d'information, fait débat au sein du personnel pour « sa location à vil prix » à un privé, les

(suite en page 12).

N'Djili, la nouvelle vie du Salon commercial



Salon commercial désormais Salon VIP devenu méconnaissable mais qui pour faute d'information fait débat pour «sa location à vil prix». DR.

(suite de la page 11).

dispositifs de sûreté et de contrôle d'accès passagers, le système d'alimentation énergétique, le fonctionnement de l'aérogare modulaire, la chaîne de traitement des passagers et des bagages soute, les zones ZSAR, Zones de Sûreté À Accès Réglementé, les projets structurants visant la sécurisation de l'emprise et des kilomètres et des kilomètres des murs de clôture côté piste et périmétrique, jusqu'au site appelé Mbatakulusu où plus de 150 ha de terre appartenant à la RVA-SA avaient été des années durant spoliés désormais miraculeusement récupérés.

Outre cela, ce système de contrôle sécurité SCAN-NOJET placé aux entrées et sorties jusqu'à l'accès à la Nouvelle Tour où un point de contrôle automatisé des passagers, a été placé comme partout ailleurs jusqu'à la fouille corporelle ou au laser de toute personne, les salons de départ et d'arrivée totalement transformés, les fauteuils placés qui ne cachent aucune ambition de porter N'Djili sur le toit de la modernisation, les murs de clôture qui n'avaient jamais existé depuis l'histoire de cet aéroport construit et inauguré le 14 février 1959 par les colons belges, etc. quand arrive l'heure de prendre congé, les questions des journalistes fusent. Les questions visent à connaître les impressions du Président du Conseil



Des kilomètres parcourus par la mission d'inspection du Conseil par véhicules, par Cobus, à pied. DR.

après la visite. Ce qui surprend quand on sait que les journalistes ont été de part en part de cette visite, qu'ils avaient tout vu, tout entendu, qu'ils avaient interrogé qui ils voulaient, et qu'il leur appartenait de témoigner.

CE FUT TOUT SAUF UN AÉROPORT.

Réaction musclée mais polie du PCA : « Mes impressions importent peu. J'aimerais plutôt vous retourner la question : est-ce que vous avez vu qu'il y a quelque chose qui est en train de changer fondamentalement sur cet aéroport

International ? C'est certainement oui. Vous avez été dans les salons, vous avez vu des endroits où on se dit qu'on n'est pas à Kinshasa ».

« En fait, tout est possible. Dans la vie, seules la volonté et la détermination permettent tout, ouvrent des portes. Elles seules conduisent au résultat. Je l'ai déjà dit plusieurs fois, d'ici deux mois vous ne reconnaîtrez plus ce que vous avez vu ici dans une autre vie. Mais ce n'est pas seulement à N'Djili. C'est partout dans le pays », déclare le PCA à ceux qui écrivent et commentent journalièrement et souvent

en désinformant. Puis : « La RVA-SA est une société de l'État qui est l'actionnaire unique. Quand la RVA-SA contacte l'État et que l'État aide à produire le travail que nous voyons là, nous disons félicitations. Car cela correspond exactement à la vision du Président de la République, Son Excellence Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo. Pour la RVA-SA, la modernisation des aéroports a été toujours été le mot fétiche ». Des propos tenus face à La Rotonde, ce bâtiment circulaire historique situé au cœur de l'aéroport

d'un pays au centre du continent qui, à son inauguration, marqua l'âge d'or de l'aviation congolaise et ouvrit le pays au monde. À l'érection de l'aérogare modulaire à l'autre bout, La Rotonde devenue l'entrée et le départ des vols nationaux mais « rien d'autre qu'un crasseux de Pakadjuma », un quartier de Kinshasa où tout règne, commerce de cannabis, vente des bières, viol, prostitution, tout sauf ce qui fait un aéroport, et qu'en juillet 2023 à sa nomination, Tryphon Kin-kiey Mulumba, inaugurant ses missions d'itinérance, avait

comparé à l'image de l'homme de Néandertal mais que la firme Infra-Rose de Rahim Dhroliya s'applique à fondamentalement transformer.

À en croire des indiscretions, le Président de la République y vient sous peu pour couper le ruban symbolique et remettre l'espace aux passagers. Le PCA ne parle pas que de N'Djili. Il parle aussi des aéroports de Bangboka (Kisangani), de Kolwezi, de l'aéroport de Murongo (Bunia, Ituri), de la Luano (Lubumbashi, Haut Katanga), de Bipemba (Mbuji-Mayi, asai Oriental), de Kananga (Kasaï Central). La liste s'allonge.

Sait-on ce qu'est un aéroport ? « La porte d'entrée vers des pays, des villes, des cultures, également la porte de sortie; l'espace qui donne la première image du pays où l'on va », explique Tryphon Kin-kiey Mulumba.

« À l'atterrissage, ou vous vous sentez bien, dans un cadre sublime, enthousiasmant et vous jurez d'y revenir ou vous vous trouvez mal, et vous regrettez d'y avoir mis les pieds en jurant de ne plus y remettre les pieds. Un service exceptionnel reste un défi majeur pour les dirigeants », poursuit-il. Comment avoir des visiteurs, des touristes, des hommes d'affaires, des investisseurs, ouvrir les portes au développement si un pays par ailleurs aussi vaste que le Congo, guère pourvu d'infrastructures routières, néglige ses aéroports ?

ALUNGA MBUWA

Dans les librairies du monde

UNE HISTOIRE DU CONGO DE MOBUTU À TSHISEKEDI

CE QUE JE SAIS

Tryphon Kin-Kiey Mulumba

Quand un acteur de l'intérieur dévoile les arcanes du pouvoir congolais

RÉSUMÉ

Du village de Masimanimba aux palais présidentiels, Tryphon Kin-kiey Mulumba livre un récit rare, à la fois personnel et politique. Journaliste, universitaire, parlementaire et ministre, il retrace un demi-siècle de vie publique congolaise et appelle à « refaire rêver le Congo ». Son regard, affranchi des clichés et des prismes extérieurs, restitue la complexité du pays depuis l'intérieur.

Tryphon Kin-kiey Mulumba traverse les grandes séquences de l'histoire politique du Congo : dérives du mobutisme, naissance de l'UDPS, guerres du Shaba et de Moba, avènement des Kabila, jusqu'à l'arrivée de Félix Tshisekedi. Il expose les dynamiques qui ont façonné ces décennies : défis de gouvernance, mensonge politique, conflits armés, poids des richesses naturelles, influences régionales... Acteur de plusieurs régimes, il livre un témoignage de l'intérieur sur les efforts, les échecs et les tentatives de développement et de démocratisation, dans le plus grand pays d'Afrique centrale, riche en ressources mais soumis à des défis de taille et pose la question centrale : pourquoi le Congo ne parvient-il pas à réaliser ses promesses et ses ambitions ?

Le livre comporte une annexe présentant 50 mesures d'urgence articulées autour de cinq thématiques clés et visant à faire du Congo un « pôle de paix, de sécurité, de stabilité, d'attractivité et de compétitivité » ainsi qu'un « hub de gouvernance et d'intelligence » sur le continent. Plus que jamais d'actualité.

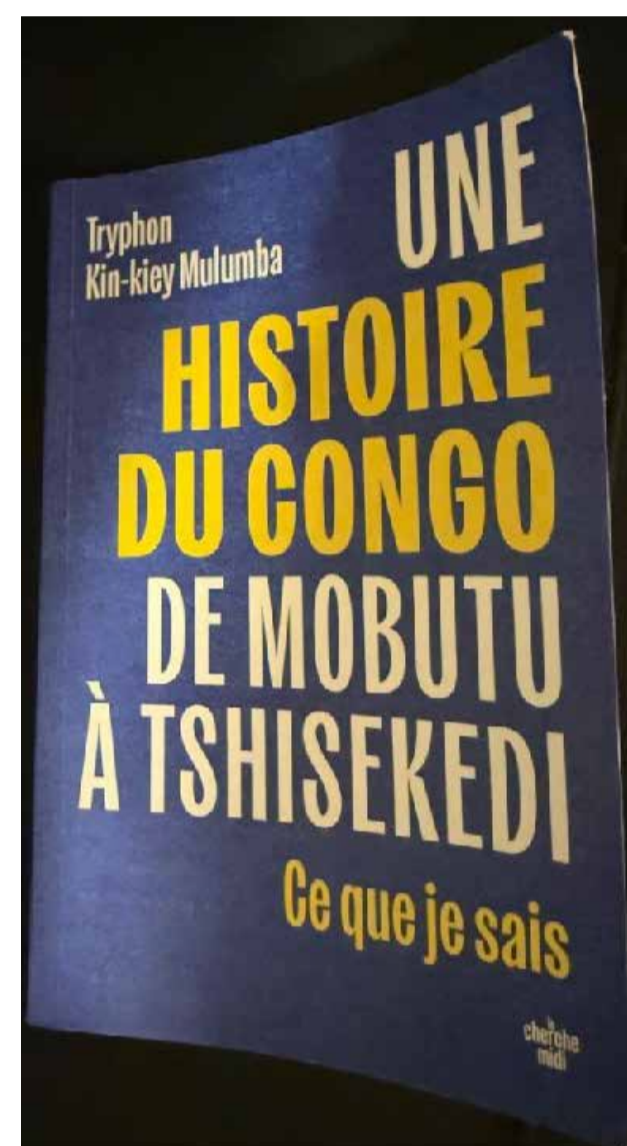
Les apports majeurs de l'ouvrage

- Un récit congolais, affranchi des lectures occidentales : un demi-siècle de crises, de ruptures et d'espoirs ;
- Un récit mêlant anecdotes et analyses, qui propose un décryptage géopolitique et économique précis des forces et faiblesses de la RDC ;
- Un plaidoyer pour la souveraineté par la compétence, prônant la priorité aux politiques publiques – infrastructures, gouvernance, planification – face aux slogans et aux influences extérieures, de la guerre froide à la compétition sino-américaine.

Un témoignage essentiel pour comprendre la RDC d'aujourd'hui.

L'AUTEUR

Tryphon Kin-kiey Mulumba est l'une des figures les plus singulières de la vie publique congolaise. Journaliste de formation, universitaire, communicant et homme politique, il a occupé plusieurs fonctions de premier plan : député, ministre, stratège et conseiller auprès des plus hautes autorités de l'État jusqu'à se présenter à la présidentielle de 2018. Ayant traversé quatre décennies de turbulences politiques, son parcours, à la croisée des médias, du monde académique et de l'action gouvernementale, en fait un témoin privilégié des mécanismes politiques et institutionnels de la RDC.



Parution le 22 janvier 2026

Format 140x2100 mm, 448 pages,
20 € TTC

Contact presse :

Anne Testuz

anne@atestuz.com

06 64 19 00 65



Trouvez votre exemplaire à la [fnac.com](https://www.fnac.com) ou chez [amazon.com](https://www.amazon.com)

Trump

Il admire la puissance

Par le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba.

Il est pour l'Amérique, son Amérique seule. «America First», l'Amérique d'abord. Il est pour la Puissance.

«Make America Great Again», rendons sa grandeur à l'Amérique. «Keep America Great», maintenons la grandeur de l'Amérique. Donald Trump est de retour à la Maison Blanche pour au moins - qui sait ? - les quatre années à venir. Le nouveau président américain admire Vladimir Poutine, le président russe qui a mis l'Ukraine, pays de l'Europe, à genoux ; il est séduit par Benyamin Netanyahu, l'Israélien qui a réduit Gaza en champs de ruines. Le président de l'Ukraine Volodymyr Zelensky qui redoutait son retour au pouvoir s'est courbé à l'annonce du triomphe. Trump a battu Kamala Harris ? C'est parce qu'il « était bien plus fort », a assuré Zelensky. «J'adore le message du président Trump quand il parle», poursuit-il dans une interview au podcasteur américain Lex Fridman. Netanyahu a repoussé l'accord avec Hamas en attendant la veille de l'investiture de Trump sûr que le nouveau président américain ne lui imposerait rien qui irait à l'encontre d'Israël. Lui qui a toujours considéré Trump comme l'allié clé de la sécurité et des intérêts de son pays, a qualifié ce retour à la Maison Blanche comme «le plus grand retour de l'Histoire»!

Donald Trump est pour la puissance, la puissance seule. Avant sa prise de



Donald Trump et Keir Starmer. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, dimanche 26 janvier, leurs diplomates étaient en pointe. DR.



fonctions, il a annoncé, sans exclure le recours à la force, son intention d'annexer le Groenland, territoire autonome du Danemark, le canal de Panama voire le Canada, ravivant les tensions avec les gouvernements danois, panaméen, canadien.

Peu avant Noël, il a assuré que « les États-Unis d'Amérique estiment que la propriété et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue ». Le 8 janvier, il a dépêché son fils aîné Do Jr et plusieurs représentants voulant afficher ses intentions sur

le Groenland aux yeux du monde. Un projet soutenu par son 1er conseiller, le 1er milliardaire du monde Elon Musk.

Le Groenland est exceptionnellement riche en «minéraux critiques», ressources en minerais, métaux rares et hydrocarbures. Une zone hautement stratégique ! D'après le département américain de l'Énergie, ces minéraux sont essentiels pour les « technologies qui produisent, transmettent, stockent et conservent l'énergie » et qui présentent « un risque élevé

de rupture de la chaîne d'approvisionnement ».

Un rapport publié en 2024 par The Economist présente les sols arctiques comme contenant des gisements (connus) de 43 des 50 minéraux critiques listés. Pour Trump, le Groenland et le canal de Panama sont «très importants pour la sécurité économique» de son pays, a assuré le président dans une conférence de presse tenue à sa résidence de Mar-a-Lago, en Floride.

Prisé par Trump, le canal de Panama construit par les États-Unis et ouvert en 1914 est sous le contrôle du Panama depuis 1999, après un accord signé en 1977 par Jimmy Carter. «Chaque mètre carré du canal de Panama et de ses zones adjacentes appartient au Panama et continuera à lui appartenir », déclare le président du Panama José Raul Mulino.

Trump a donc les yeux braqués sur le Canada. La perspective que ce pays devienne le 51ème État des États-Unis est une «excellente idée», assène-t-il alors que le Canada vit une crise politique après l'annonce de la démission de Justin Trudeau, le Premier ministre.

Avec le Canada, Trump veut principalement faire disparaître les droits de douane. «Les impôts baisseraient considérablement et le Canada serait totalement sûr face à la menace des navires russes et chinois» déclare l'homme qui a souvent appelé «gouverneur Trudeau» pour désigner le titre du chef de

l'exécutif d'un État américain.

Trudeau a fini par réagir. Il exclut toute possibilité de fusion entre les deux pays. «Jamais, au grand jamais, le Canada ne fera partie des États-Unis». «Il ne va pas envahir le Canada, il ne va pas déclarer la guerre au Groenland même s'il le menace. (...) Il agite les armes de la négociation avec l'expérience qu'il a. Il a été à la Maison Blanche, il sait comment ça marche», analyse un expert.

Il n'empêche ! Comment un homme qui exprime aussi publiquement ses visées expansionnistes de territoire pourrait calmer Poutine et d'autres? Que dit-il des crises en Afrique, continent qu'il n'avait jamais visité lors de son premier mandat et qu'il n'envisage pas de visiter au cours de celui qui s'est ouvert le 20 janvier 2025?

Il est vrai que le président américain républicain milliardaire reste un homme d'affaires et l'Afrique l'intéresserait non pas pour les droits de l'homme ou la gouvernance mais pour son sous-sol, ses minerais rarissimes qui sécuriseraient les intérêts stratégiques de son pays, les États-Unis.

Dans ce jeu, le Congo a sa part pleine et entière. Soyons-en convaincus: la solution dans cette guerre face au Rwanda viendra des Anglo-Saxons. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, Washington et Londres étaient en pointe. Soyons focus.

Le Procureur Général réclame des preuves dans les affaires liées à la fraude électorale



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1605 | LUNDI 15 AVRIL 2024 | 20 PAGES €7 \$8

Tout réside dans le casting



La Première ministre Judith Siminwa Tuluka s'est déjà mise au travail en engageant des consultations en vue de la formation de son gouvernement. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Ce soutien-gorge correcteur de posture

Vous avez mal au dos ? Des bretelles qui vous coupent la peau ? Ces marques rouges qui vous brûlent le soir ? Et ce soutien qui ne soutient rien ? Questions. Fini le stress du matin devant le miroir. Stop!

Pourquoi de plus en plus de kinés recommandent ce soutien-gorge aux femmes de plus de 50 ans ? En tant que femme, on en a toutes marre de chercher le bon soutien-gorge. Trop serré. Trop petit. Des bretelles qui remontent jusqu'aux omoplates. Des armatures qui compressent les côtes...

Et à la fin de la journée ? Des marques rouges douloureuses, un dos tendu, une poitrine lourde et... une seule envie : l'enlever au plus vite. Pendant des mois, j'ai cherché des solutions adaptées. Mon dos souffrait. Je ne supportais plus cette sensation d'écrasement. Et puis il y a ce malaise... Difficile de se sentir vraiment à l'aise dans ses vêtements, d'avoir confiance en soi, quand le maintien n'est pas au rendez-vous.

«JE NE SUIS PAS LA SEULE».

Et je sais que je ne suis pas la seule. Soyons honnêtes, la plupart des soutiens-gorge sont pensés, ils le sont pour le style... pas toujours pour le confort ni pour notre dos. Est-ce que celui-là va vraiment me maintenir ? » Parce qu'un bon maintien, ça change tout. On se tient mieux. On respire mieux. On se sent... femme. Et quand on trouve enfin le bon modèle, c'est simple : on ne le quitte plus. Aujourd'hui, parlons de celui qui a fait la différence pour moi : le soutien-gorge correcteur de



Pour les femmes de plus de 50 ans, fini le stress du matin devant le miroir. Une découverte solution. DR.

posture, spécialement conçu pour offrir maintien, confort et soulagement au quotidien. Elle s'appelle Care. Une marque spécialisée dans le confort et le maintien féminin, pensée spécialement pour les femmes de plus de 50 ans. Quand on a passé la cinquantaine, le corps change. Le dos devient plus sensible. Les épaules se fatiguent plus vite. Et les soutiens-gorge classiques ne sont plus adaptés. Ce modèle a été développé avec l'aide de

professionnels de santé (kinésithérapeutes et spécialistes du dos) pour offrir un maintien efficace sans comprimer ni blesser. L'idée de départ ? Son inspiration vient des brassières médicales utilisées après certaines opérations : elles soutiennent, soulagent et accompagnent naturellement la posture. Care a adapté cette technologie au quotidien pour créer un soutien-gorge confortable, discret et pensé pour les

femmes qui veulent se sentir maintenues... sans souffrir. Comment ça fonctionne, exactement ? Care ne s'est pas contenté de lancer «un soutien-gorge de plus». Non. La marque a identifié ce que toutes les autres oublient. Leur idée ? Créer un soutien-gorge pensé par et pour les femmes, avec une vraie expertise santé... et un vrai sens du confort. Le résultat ? Une brassière intelligente, co-créée avec des femmes professionnelles de santé. Leur mission : créer le

premier sous-vêtement qui respecte vraiment votre corps. Une sensation quasi magique : comme si votre poitrine était plus légère... ou n'était plus un poids. Votre dos vous remercie. Vos épaules aussi. Et votre silhouette ? Elle retrouve naturellement de la tenue. «C'est le soutien-gorge qui s'adapte à vous, pas l'inverse». Disponible en plusieurs couleurs, Care épouse toutes les morphologies, du bonnet A au bonnet F, sans tirer,

sans comprimer. Fini le stress du matin devant le miroir. Fini les marques rouges, les épaules en feu, les bretelles qui coupent. Concrètement, voici ce que Care a réussi : Parce que des milliers de femmes l'ont testé... et ne veulent plus le quitter. Elles ont retrouvé le confort, la légèreté et surtout : la liberté de bouger sans douleur. Et vous ? Êtes-vous prête à l'essayer ? Si c'est de la pub ? Fort désolé ! Mais pourvu que ça aide.

Que dire de l'eczéma chronique des mains

C'est quoi l'eczéma chronique des mains, ECM ?

C'est une pathologie, souvent en lien avec une exposition professionnelle qui a un impact sur la qualité de vie des patients bien au-delà des symptômes physiques et de la douleur qu'elle engendre. Difficultés à

être pris en charge, perte d'emploi, reconversion professionnelle, sont autant de défis auxquels doivent faire face les patients atteints d'eczéma chronique des mains. « De nombreux secteurs professionnels exposent au risque de développer cette affection. Face à ces patients souffrant d'allergie professionnelle, les dermatologues sont confrontés à deux diffi-

cultés majeures. Il s'agit d'une part d'identifier le ou les produits chimiques allergisants en cause parmi les multiples produits présents au poste de travail, et d'autre part d'aider le patient à mettre en place une prévention et favoriser le maintien dans l'emploi », explique à l'hôpital Cochin à Paris, la dermatologue française, Dre Marie-Noëlle Crépy, spécialiste de pa-

thologie professionnelle à l'hôpital Hôtel-Dieu). Comment reconnaître un patient présentant un eczéma ? Sur le plan clinique, il se caractérise par des lésions érythémateuses, œdémateuses et squameuses, avec des petites vésicules, sur la peau. Ce sont dès lésions prurigineuses, elles démangent. Devant un aspect d'eczéma, il faut

rechercher une cause. Elle peut être endogène. Cet eczéma peut survenir dans un contexte d'atopie personnelle et/ou familiale. Mais il faut aussi rechercher les causes exogènes dues à des contacts avec des produits irritants et/ou allergisants. La difficulté, en milieu professionnel à risque, est l'association fréquente d'exposition à la fois à des irritants et

à des substances allergisantes. La peau atopique est plus sensible aux irritants. Chez le même patient, l'origine de l'eczéma peut donc être d'origine multifactorielle associant un terrain atopique et une exposition à des irritants et à des allergènes, qui seront à prendre en considération dans la prévention et l'aménagement du poste de travail.

METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE



CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUJOURD'HUI AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.



SUR LES BORDS DE NOTRE LUIE, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.

Les Rolls-Royce, synonymes de luxe absolu



Rolls-Royce, synonyme de luxe absolu et la Phantom, la berline de luxe par excellence, le fleuron de la gamme, réputée pour son confort inégalé. DR.

Dans la gamme de Rolls-Royce, la Phantom est le véhicule le plus exceptionnel. Les niveaux de personnalisation atteignent des sommets, avec des matériaux plus exotiques les uns que les autres. La seule limite sera celle du portefeuille de l'acheteur. Sous le capot, la Phantom reçoit le même V12 de 6,75 litres que les Ghost et Cullinan. Les 664 lb-pi de couple ne sont pas de trop pour tirer les 2,7 à 2,8 tonnes de la voiture selon la version retenue.

Rolls-Royce connaît différents types de sa marque : Ghost, un SUV (Cullinan), un coupé (Wraith), un cabriolet (Dawn), un coupé électrique (Spectre) et Phantom. Il y a même la Serenity... Mais la Phantom offre un catalogue pratiquement infini de personnalisation, de la teinte aux



matériaux, tout y est ! Or, la facture est conséquente, car un modèle d'entrée de gamme débute à 528.405 \$US, transport et préparation inclus. La version à l'essai coûte 706.495 \$US. Quant à la Rolls-Royce Spectre, première voiture électrique ornée du Spirit of Ecstasy, elle passe

à un autre niveau avec l'ajout d'une version Black Badge, qui devient le véhicule le plus puissant dans toute l'histoire de la prestigieuse marque anglaise vieille de 121 ans. Au lieu de 577 chevaux et 664 lb-pi de couple comme c'est le cas avec la Spectre régulière, les riches clients

obtiennent ici 650 chevaux et jusqu'à 793 lb-pi de couple en activant le mode Infinity à l'aide du bouton « ∞ » sur le volant.

LE PHYSIQUE DE L'EMPLOI.

Les cadrans changent du même coup d'apparence pour refléter le caractère plus explosif de la voiture.

Un autre mode, appelé Spirited, agit comme une fonction de départ canon. Il suffit d'enfoncer la pédale de frein et l'accélérateur en même temps, puis de relâcher la première lorsque le signal est donné. Grâce à son couple amplifié, la Spectre Black Badge peut ainsi foncer de 0 à 100 km/h en 4,2

secondes, soit une économie... de trois dixièmes. Afin d'équilibrer tout ce muscle, les ingénieurs de Rolls-Royce ont amélioré les amortisseurs, ajusté le système de contrôle du roulis dans les virages et raffermi la direction, ce qui donne une tenue de route plus stable avec moins de transferts de poids. Un club sélect de clients a eu le privilège de conduire la Spectre Black Badge avant son dévoilement et leurs réactions ont été incroyablement positives, affirme la compagnie. Le contraire nous aurait bien surpris. Selon certains experts, attendez-vous à une autonomie de 428 ou 404 km selon la taille des roues (22 ou 23 pouces), une diminution inévitable par rapport aux 446 ou 407 km de la Spectre « ordinaire ». Certains exemplaires arborent la nouvelle teinte Violet vapeur inspirée des boîtes de nuit des années 1980 et 1990, mais plus de 44.000 autres couleurs « prêt à porter » sont disponibles,

sans compter celles que Rolls-Royce peut créer sur mesure à la demande des acheteurs. Un fini noir glacé autour de la calandre apporte du contraste, tout comme les éléments noircis ailleurs sur la voiture - une signature des modèles Black Badge. De nouvelles et splendides jantes en aluminium forgées de 23 pouces à cinq rayons figurent au menu, offrant le choix d'un fini entièrement noir ou partiellement poli. Sur demande, elles peuvent même venir avec des pneus d'hiver. La couleur d'illumination de la calandre peut être reproduite à l'intérieur de la voiture via les nouvelles plaques Black Badge illuminées. Le panneau noir lustré sur le côté droit de la planche de bord affiche quant à lui une galaxie de plus de 5 500 étoiles de taille et d'intensité variables, sans oublier le symbole de l'infini encore une fois. Le même symbole revient sur le cuir entre les deux places arrière.



Plaisir sans tabou dans les Grands lacs

Dans les pays de l'Est du continent, une pratique sexuelle consiste à solliciter le clitoris pour faire jaillir l'eau du sexe de la femme, et lui procurer du plaisir. Le documentaire *L'eau sacrée* plonge au cœur de l'intimité de ce rite ancestral. Il était une fois... Ainsi commencent les contes pour enfants. Ici, le conte s'adresse plutôt aux « grandes personnes ». Une légende qui contient un précieux secret qui se transmet dans le silence de la nuit, une pratique à laquelle les hommes - notamment les Rwandais - s'essaient lorsqu'ils se retrouvent en compagnie d'une petite amie ou épouse qu'ils s'apprêtent à « honorer ». Le documentaire d'Olivier Jourdain aborde très directement et simplement la question. De sexe et donc d'acte sexuel, et de ce que certains voudront nommer avec précision : éjaculation féminine, quand d'autres préféreront évoquer « les femmes fontaines ».

Alors cela vous tente? Il y en a à qui cela ne dit rien, mais il en y a qui ne rêvent que de ça et qui disent que sans cela, il n'y a plus de plaisir, encore moins de grand plaisir... Plongeons-nous dans ce mystère qui y est dévoilé, selon lequel le plaisir de la femme pendant l'acte sexuel s'exprimerait par le jaillissement d'une eau intime. Un jaillissement rendu possible par la pratique du kunyaza. C'est le nom rwandais donné à une pratique sexuelle trouvée dans la région des Grands lacs africains qui est destinée à faciliter l'orgasme féminin pendant les rapports



Cette histoire d'une Reine frustrée dont le mari était tout le temps parti et qui fit naître le lac Kivu. DR.

sexuels. Il vient du verbe kunyaara, signifiant « uriner ». Les Grands lacs, justement, car c'est de cette manière que l'un des plus célèbres d'entre-eux, le lac Kivu, aurait trouvé naissance. C'est en tout cas ce que raconte la légende. L'histoire d'une reine tellement frustrée par l'absence de son roi et guerrier de mari, menant bataille sur le front, qu'elle fait appel à son serviteur. Celui-ci pétri de peur, tremble de tout son corps, parce que menacé d'être exécuté s'il ne... s'exécute pas mais il n'ose pas pénétrer sa souveraine. Pendant leur corps à corps, de ce frottement, de ce tremblement et des vibrations jamais ressenties jusqu'alors par la reine vont naître cette explosion aqueuse, si abondante qu'elle sera la source du Kivu. Le mythe de l'eau sacrée était né. C'est en 2009 qu'Olivier Jourdain entend pour la première fois cette histoire. Le réalisateur belge se trouve à Kigali à l'occasion d'un tournage pour l'ONG Afrique en marche. Un matin, il découvre dans la rue, un matelas

inondé d'eau en train de sécher au soleil. Cette vision l'interpelle. Son propriétaire, pas peu fier, se fait une joie de lui raconter les bienfaits du kunyaza. L'idée lui vient alors de mener l'enquête. Pas si étonnant peut-être quand on porte le nom d'un fleuve... « Il y a une culture de la sexualité au Rwanda, en tout cas autour de ce plaisir féminin. C'est une manière différente de parler d'un pays, et cela renvoie en miroir, aux la manière de parler de sexualité librement. Est-ce qu'on est si ouvert que ça finalement? C'est plutôt une réflexion sur le plaisir en général », confie Olivier Jourdain sur le plateau du JTA. Qui mieux qu'une héroïne au charisme indéniable pour le guider dans cette quête? Olivier Jourdain la trouve en la personne de Vestine Dusabe, sexologue et animatrice radio. Dans son émission diffusée sur les ondes de la très populaire Flash FM, elle écoute les confidences des auditrices et auditeurs. On y parle ouvertement du plaisir sexuel, et donc du kunyaza.

À son lancement, en 2000, son émission n'était pas du goût des autorités. « Nous avons eu un vrai conflit, car le gouvernement estimait que dans notre culture, on ne parle pas de ces choses-là, ou encore que des enfants risquaient de l'entendre. Ce n'est plus le cas aujourd'hui : l'émission a même été primée! » confie-t-elle à un magazine à l'occasion de la sortie du documentaire.

ÇA EXISTE AU CONGO AUSSI. Du kunyaza, l'animatrice en fait une sorte de mission « divine ». Ainsi, on la suit porter la bonne parole dans les contrées rwandaises. Ce qui donne une scène difficilement imaginable sous d'autres cieux. La truculente jeune femme anime une réunion publique à laquelle assistent villageois.es, tout âge confondu. Vestine Dusabe interpelle chacun.e sur sa sexualité. « Qui a eu un orgasme? Qui ici donne du plaisir à son épouse? Qui sait faire le kunyaza? Toi, là, tu sais le faire? Comment fais-tu? Montre-moi! », lance l'animatrice,

tout sourire, en recommandant au préalable d'écarter les enfants. Silence de l'auditoire, sourires gênés des mamys et papys, grimaces entendues de jeunes femmes... Imaginez un peu cette scène dans l'Amérique de Trump! On apprend donc que le kunyaza et l'éjaculation féminine font partie intégrante de la tradition rwandaise. Et que cette eau est signe de fertilité, d'épanouissement et... de bonheur conjugal. « Un kunyaza réussi provoque un jet, témoigne un partisan de cette technique. Certaines femmes s'épanouissent au point de pousser des cris qui font sourire tout le voisinage. Les amants sont parfois comblés quand le liquide dessine un cœur sur leur lit d'amour. » On comprend aussi que cette pratique du sexe « à la rwandaise » est un motif de fierté et de plaisanterie entre copains de virées nocturnes. Dans le film, plusieurs intervenants masculins s'amuse d'ailleurs à reproduire avec leur bouche et leurs mains le rythme des

vibrations du kunyaza, à la manière de percussions de plus en plus puissantes et rapides. Du côté des femmes, peu en parlent ouvertement devant des hommes, ce qui rend d'autant plus exceptionnels les témoignages recueillis dans ce film. Exceptionnel encore, ce moment où l'on entre dans l'intimité de la chambre d'un couple, filmé en train d'écouter l'émission de Vestine Dusabe. Si l'homme ricane et prend avec légèreté les propos qu'il entend, la femme, elle, en profite pour passer des messages: « Certaines femmes n'auront jamais d'eau. D'autres sont bloquées car elles sont fâchées. (...) Tu peux être fâchée à cause du travail. Quand le mari rentre, tu n'as pas envie de lui ». Entre elles, les femmes et jeunes filles évoquent aussi une autre pratique rituelle, le Gukuna. Cette coutume consiste en une série de massages reciproques et intimes entre filles pour étirer progressivement les petites lèvres vaginales. « C'est comme traire dou-

cement une vache », explique une adolescente dans le documentaire, face à un camarade d'internat, visiblement plutôt incrédule. Un article d'un site d'information explique que « l'étirement des petites lèvres commence avant que la fille ne puisse voir ses premières menstruations. C'est ainsi que certaines filles y sont initiées autour de l'âge de 12 ou 13 ans pour éviter qu'elles ne souffrent davantage si cela se fait à l'âge adulte. » Cette pratique, qui existe aussi au Congo, est aujourd'hui de plus en plus perçue comme archaïque, et ne serait quasiment plus usitée dans les grandes villes. « Les us et coutumes traditionnelles de mariage étaient si profondément ancrées dans la conscience populaire au point qu'une jeune fille qui allait se marier sans avoir étiré ses parties sexuelles se faisait renvoyer par son mari et le divorce était ainsi consommé », explique un spécialiste de l'éducation sexuelle. Olivier Jourdain a pu filmer une séquence où l'on voit un groupe de jeunes femmes, cachées derrière un pagne, en train d'enseigner la technique du Gukuna. Mais au-delà de la découverte, ou non, de ces pratiques ancestrales, livrées ici sans tabou, le documentaire nous offre aussi une pause, magique, pour ne pas dire sacrée. Lors d'une soirée dansante, animée par l'incontournable Vestine Dusabe, femmes et hommes vont chacun leur tour tenter de reconnaître sa/son compagnon de vie en se touchant les mains, les yeux bandés. « La vie à deux n'est pas facile. On peut se faire du mal. Mais tout peut s'arranger. De simples détails peuvent parfois briser un couple. Ça ne devrait pas arriver s'il y a de l'amour », proclame au micro la sexologue.

ISABELLE MOURGERE ■

Trump promet l'Enfer à l'Iran

Donald Trump a menacé dimanche 5 mars, insultes à l'appui, de s'en prendre aux infrastructures vitales iraniennes faute de réouverture du détroit d'Ormuz, et a annoncé qu'il donnera une conférence de presse le lendemain lundi 6 mars dans laquelle il reviendra sur le sauvetage d'un aviateur américain en Iran.

« Ouvrez le Putain de Détroit, espèce de tarés, ou vous vivrez en Enfer - VOUS ALLEZ VOIR! », a écrit le président américain, ajoutant: « Gloire à Allah ». Pas donc de répit à Pâques pour Donald Trump et sa rhétorique outrancière, écrit l'Afp, l'Agence France Presse: « le président américain s'est fendu dimanche d'un message particulièrement injurieux et truffé d'obscénités à l'adresse de l'Iran, s'attirant en retour des critiques d'élus aux États-Unis ». Sur sa plateforme Truth Social, le président américain a menacé de frapper les centrales énergétiques et les ponts en Iran mardi 7 mars si Téhéran ne rouvre pas le détroit d'Ormuz, par lequel transitent habituellement un cinquième des hydrocarbures consommés dans le monde. Samedi, le milliardaire républicain avait lancé un ultimatum, jusqu'à lundi 20:00' heure de Washington (00:00' GMT mardi), « avant de déchaîner les enfers ». Mais dimanche, il a semblé le repousser de 24 heures, le fixant désormais à « mardi 20:00 ».

Toutefois, Donald Trump présenté par les médias comme « l'imprévisible président » a aussi évoqué auprès de médias américains de « bonnes chances » de parvenir à un accord avec l'Iran. Sans exclure non plus l'envoi de troupes au sol... Le président du Parlement iranien, Mohammad Bagher Ghalibaf, a répondu aux dernières menaces de M. Trump sur le même ton: « Toute notre région va brûler parce que vous insistez pour suivre les ordres de (Benjamin) Netanyahu », le Premier ministre israélien, a affirmé, le président du Parlement iranien.

Derrière la rhétorique incendiaire, des efforts diplomatiques se poursuivent: Oman, situé face à l'Iran de l'autre côté du détroit d'Ormuz, a discuté avec Téhéran de sa réouverture, tandis que le chef de la diplomatie iranienne Abbas Araghchi s'est entretenu par



Donald Trump s'adresse aux Américains, le 1er avril 2026 à la Maison Blanche. AFP.

téléphone avec ses homologues pakistanais et égyptien, qui jouent un rôle de médiateur. Cependant, un accord entre Américains et Iraniens reste pour l'heure très hypothétique, estime Danny Citrinowicz, analyste en sécurité et ancien expert des services de renseignement israéliens, spécialiste de l'Iran. « La perspective d'un accord négocié avec l'Iran, du moins dans les conditions actuelles, est quasi inexistante », a-t-il écrit sur X. Alors que la quasi paralysie du détroit d'Ormuz fait flamber les cours du pétrole, la Russie, l'Arabie saoudite et six autres membres de l'Opep, ont annoncé une nouvelle hausse de leurs quotas de production à partir de mai. Mais cela n'a pas empêché les marchés du pétrole d'ouvrir une nouvelle fois en hausse lundi matin.

Deux jours après que l'Iran a annoncé avoir abattu un chasseur-bombardier F-15E, l'aviateur américain dont le sort était incertain a été sauvé et est « gravement blessé », selon Donald Trump. D'après le site d'informations Axios, citant un responsable américain, il a été secouru et a réussi à échapper à une capture dans les montagnes iraniennes pendant plus d'une journée, en gravissant une crête de 2.100 mètres. Sur X, Benjamin Netanyahu a noté qu'Israël avait aidé les États-Unis à récupérer ce « brave soldat américain », sans donner de précisions. Les forces armées iraniennes ont elles

affirmé avoir « déjoué » l'opération et abattu des appareils américains, mais sans démentir le sauvetage de l'aviateur. Parallèlement, dans le nord-ouest du pays, des frappes ont tué cinq Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de la République islamique, selon un média iranien.

« BOMBER LE TORSSE ». Si Donald Trump est habitué à ne pas prendre des pincettes dans son discours de tous les jours, le message du locataire de la Maison Blanche sur sa plateforme Truth Social a fait hausser plus d'un sourcil, particulièrement en ce dimanche pascal. « Joyeuse Pâques, l'Amérique. Pendant que vous partez à l'église pour célébrer avec vos amis et votre famille, le président des États-Unis déblatère comme un détraqué sur les réseaux sociaux », a asséné le chef de la minorité démocrate au Sénat, Chuck Schumer. « Il menace de commettre de potentiels crimes de guerre et d'aliéner nos alliés. Il est comme ça, mais ça ne représente pas qui nous sommes. Notre pays mérite bien mieux », a-t-il ajouté sur X. Pour le sénateur démocrate Chris Murphy, l'attitude du président est « complètement et totalement démente ». L'élue du Connecticut, ardente détracteur de la guerre menée contre l'Iran, a lancé: « Si j'étais dans le gouvernement de Trump, je passerais Pâques à appeler des avocats en droit constitution-

nel à propos du 25e amendement », qui prévoit un transfert du pouvoir si le président se trouve en incapacité de gouverner, notamment en cas de maladie. Également élu démocrate au Sénat, Tim Kaine a lui rappelé que ce type de message n'était pas le premier de la part de Donald Trump depuis le début de la guerre, et n'était pas limité au président. « Les bombarder pour les ramener à l'âge de pierre », les insulter, le ministre (de la Défense) Hegseth qui dit: « la mort venue d'en haut, pas de quartier, on va ignorer les règles stupides de combat ». Tout ça, c'est embarrassant et puéril, et ce sont des gens qui essaient de bomber le torse, quand ce que nous observons réellement de la part du gouvernement dans cette guerre, c'est l'absence d'un plan, l'absence d'un raisonnement clair », a déclaré le sénateur de Virginie lors d'une interview sur NBC. Les condamnations n'ont pas été limitées aux démocrates. Marjorie Taylor Greene, ex-députée trumpiste au Congrès devenue depuis quelques mois une fervente critique de Donald Trump, a fustigé les propos du président dimanche. « Le matin de Pâques, voici ce que le président Trump a posté. Tous ceux qui se revendiquent chrétiens dans son gouvernement devraient se mettre à genoux, demander pardon à Dieu, arrêter de vénérer le président, et s'interposer devant la folie de

Trump », a déclaré cette figure ultraconservatrice sur X. « Le président n'est pas un chrétien, et ses mots et actes ne devraient pas être soutenus par des chrétiens », a ajouté cette opposante aux interventions militaires des États-Unis à l'étranger. D'autres se sont réjouis en revanche du message de Donald Trump, comme Laura Loomer, une influenceuse conservatrice qui s'est décrite par le passé comme une « fière islamophobe » et qui s'entretient régulièrement avec le président. « J'ai voté pour ça », s'est-elle réjouie sur X, exhortant à « bombarder les jihadistes pour les ramener à l'âge de pierre, là où leur mentalité vit de manière permanente ». « Trump a dit qu'il allait bombarder leurs infrastructures en Iran, et ensuite il a dit: « Gloire à Allah ». Le jour de Pâques. Génial. Tout simplement génial », a-t-elle ajouté.

avec AGENCES ■

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger, propriété de FINANCE PRESS GROUP en sigle FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP
RCCM
KIN/RCCM/15-A-27926
Id. Nat.
01-93-N00932M

Le Soft International
Global site
lesoftonline.net
lesoft.be
Kin's
kin-s.net
LeSoftConcept
LeWebSoftConstruct
InterCongoPrinters
RadioTéléAction
Masimanimba
Grand Bandundu
info@lesoft.be
SIP-AFRIMAGES
B-1410 Belgique.
Tél 00-32-488205666.
Fax 00-322-3548978.
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
Yerkis Muzama Muzinga.
Phone +243-818371479.

Directeur associé
Yves Soda.

RÉDACTION.
T. Matotu
D. Dadei
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
Mankana Makasi.
AMP Agences et Messageries de la Presse Belge. Accords spéciaux. Trends. Trends, Tendances. Le Vif/L'Express. Knack.
© Copyright 2026 FINPRESS.
Imprimé à Kinshasa
InterCongoPrinters

Autorisation de diffusion en R-DC.
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13 janvier 2008.

